



ESSEC BUSINESS SCHOOL

Concours 2023 Textes Anglais LVA

Un échantillon des articles présentés aux candidats



L'action contre le Van Gogh s'inscrit dans la tradition du militantisme britannique

Le Monde

26 octobre 2022

Faut-il voir dans le mode d'action des deux militantes qui ont projeté une boîte de soupe sur le tableau *Tournesols* de Vincent Van Gogh, avant de se coller (littéralement) au mur, un tournant et une radicalisation de l'activisme des jeunes écologistes? Ou faut-il, pour comprendre ce geste, le replacer dans le contexte politique et historique britannique?

L'objectif était de provoquer la réflexion sur les contradictions internes de la société contemporaine en imposant dans l'agenda médiatique deux sujets (la crise du pouvoir d'achat et la destruction environnementale) évincés par les déboires du gouvernement Truss et la crise à Westminster. En se servant d'une conserve de soupe et en portant un tee-shirt au nom de leur mouvement *Just Stop Oil* («Arrêtez le pétrole, tout simplement»), les deux activistes ont établi le lien entre la crise de l'énergie, l'inflation et la transition énergétique: «La crise du coût de la vie fait partie de la crise du pétrole, le carburant est inaccessible à des millions de familles gelées et affamées qui ne peuvent même plus se permettre de réchauffer une boîte de soupe.»

Cette intervention dans le débat est d'autant plus percutante que le Royaume-Uni est le pays européen le plus touché par l'inflation et que l'action fait suite à une série de décisions du gouvernement très critiquées par les associations écologistes: arrêt du moratoire sur la fracturation hydraulique, relance du gaz de schiste, autorisations de projets d'extraction pétroliers en mer du Nord.

Ce message politique néanmoins n'était pas facile à décrypter par les publics internationaux, privés de l'exégèse fournie par les activistes. Le débat s'est donc porté sur la dangereuse radicalisation du mouvement pour le climat. Pourtant, de telles actions visant à choquer et à interpeller directement les responsables s'inscrivent directement dans l'histoire politique britannique.

Confrontés au refus des autorités de prendre en compte leurs demandes et à des périodes de renforcement des moyens répressifs policiers, les mouvements sociaux ont eu recours de manière récurrente à l'action directe. On pense, bien sûr, aux suffragettes, qui, exclues de la vie publique et sans réponse des hommes politiques, se sont tournées vers un mode opératoire plus offensif: dégradation d'œuvres d'art, destruction de fenêtres et mise à feu de bâtiments publics. De telles actions ont choqué, mais elles ont imposé dans l'agenda le droit de vote des femmes, qui a été obtenu en 1918.

Dans les années 1990, les gouvernements conservateurs ont interrompu le dialogue avec les mouvements écologistes britanniques, les incitant à trouver des moyens alternatifs de se faire entendre. Le Parti vert, créé dès 1974, ne pouvait accéder aux Communes en raison du mode de

scrutin uninominal à un seul tour. Face à ces impasses, ils se sont emparés de l'action directe pour s'opposer à un programme massif de construction de routes et d'infrastructures en creusant des tunnels ou en vivant dans les arbres menacés d'abattage, faisant ainsi le choix d'une non-violence stricte qui n'a pas été remise en cause depuis. A l'instar des suffragettes, ils ont utilisé leur corps. Ils se sont physiquement interposés entre la nature menacée et les machines. Cette résistance symbolique a su tirer parti des interventions de la police pour dénoncer la brutalité du gouvernement.

L'action des deux activistes à l'encontre de *Tournesols* s'inscrit donc dans une tradition de militantisme habituée à l'utilisation de symboles. Pour autant, la campagne de *Just Stop Oil* ne répète pas simplement le passé dans sa confrontation avec des gouvernements conservateurs régressifs sur le plan environnemental. Elle prolonge l'action de mouvements récents qui ont su s'étendre au-delà du Royaume-Uni, comme *Extinction Rebellion* (XR), créé en 2018. Après une première vague d'actions à Londres, ses avatars avaient, l'année suivante, occupé le centre-ville de plusieurs capitales européennes. De la même façon, les activistes de *Just Stop Oil* appartiennent à la mouvance qui a bloqué le périphérique, le Tour de France, et interrompu un match de Roland-Garros.

A la différence des manifestations de masse d'*Extinction Rebellion*, *Just Stop Oil* privilégie des actions médiatiques et se contente de mobiliser en petit nombre. De plus, l'association formule une demande claire (l'arrêt immédiat du pétrole) à un interlocuteur déterminé (le gouvernement), alors que XR se concentrait sur une dénonciation générale de l'inaction climatique. En ciblant une œuvre d'art, les deux activistes ont également fait évoluer leur public.

Ces dernières années, plusieurs actions de désobéissance civile ont pris pour cible des axes routiers à Londres et dans sa banlieue, suscitant la critique d'automobilistes contraints de se déplacer pour leur travail, rendant peu audible le discours sur la nécessité d'interrompre le cours ordinaire des choses. En s'attaquant à l'une des toiles les plus célèbres et les plus chères au monde, les activistes ont ciblé un public différent : celui qui fréquente les musées et voit dans son appréciation de la culture une marque de distinction ; un public souvent aisé, urbain, que les sondages montrent préoccupé par la crise environnementale, mais dont les modes de vie dépendent de l'abondance de la société de consommation ; un public qui valorise l'art, d'un point de vue esthétique et marchand.

Ce n'est donc pas une surprise d'avoir vu resurgir au Royaume-Uni ce type d'actions spectaculaires. Leur médiatisation, démultipliée à l'ère des réseaux sociaux, leur confère un écho international. En s'attaquant à des symboles de la haute culture, les activistes ont choqué, stimulé des discussions et des critiques, et donc replacé les questions climatiques et de justice sociale au centre du débat politique.

(Adapté)



L'Amérique devient deux Amériques qui se haïssent et ne se parlent pas

L'Opinion

1 janvier 2023

Journaliste canadien qui a collaboré à de nombreux quotidiens américains, Stephen Marche publie *USA : la prochaine guerre civile*. En dépit des résultats mitigés du parti républicain aux récentes élections de mi-mandat, vous ne pensez pas que la pression est tombée aux Etats-Unis, deux ans après l'assaut lancé contre le Capitole par les supporters de Donald Trump. Pourquoi ?

Initiée en 2008 avec l'élection de Barack Obama, la crispation des esprits n'a cessé de croître. Je ne crois pas que cela ait changé ces deux dernières années. Les problèmes structurels demeurent et ceux qui pensent que les élections de mi-mandat ont changé la donne se trompent. Vous avez encore 200 élus républicains dans cette nouvelle législature qui croient que la victoire a été volée à Donald Trump lors du scrutin présidentiel de 2020. La division persiste au sein du Congrès entre la Chambre des représentants et le Sénat et je ne vois pas ce que Joe Biden va pouvoir faire ces deux prochaines années. La vraie décision politique intervenue lors des deux premières années de son mandat a été celle de la Cour suprême des Etats-Unis de suspendre le droit à l'avortement au niveau fédéral. Ce qui fait que nous avons désormais un pays où le statut des femmes dépend de l'endroit où elles vivent ! Cela ne fait qu'approfondir la fracture existante.

Vous expliquez la colère des Américains par les inégalités croissantes aux Etats-Unis. C'est pourtant un thème qui devrait plus mobiliser les démocrates que les républicains, traditionnellement plus libéraux, non ?

Les Américains n'ont pas la même vision du gouvernement que les Européens et même le Canada, où l'Etat est investi dans l'éducation, la santé, la protection sociale, etc. Le parti républicain a changé, il est devenu le parti des exclus de la mondialisation, de tous ceux qui n'en ont pas profité. Il n'a pas de programme politique pour résoudre cette question, si ce n'est opposer la liberté au socialisme au point de dénoncer le moindre petit impôt fédéral. Les plus extrémistes voient les taxes comme une forme d'esclavage.

Face aux démocrates qui prêchent le multiculturalisme, on a deux fractions qui ont une vision différente de leur pays, de la liberté, de la fiscalité, etc. Quelles sont les autres raisons de la colère ambiante ?

Le système politique américain a perdu toute légitimité. Cela tient à une constitution tellement ancienne qu'elle ne répond plus à la réalité contemporaine. Résultat, personne ne se sent représenté politiquement et tout le monde se rend compte que les élections ne reflètent pas la volonté des gens ni n'offrent de solutions politiques pour résoudre leurs problèmes. Une partie de la population ne croit même plus aux résultats des scrutins ! Et cela ne fait qu'empirer.

Moyennant quoi, face à cette situation, les gens se tournent vers la violence. A leurs yeux, c'est une réponse quasi-naturelle. C'est ainsi que le pays devient de moins en moins gouvernable. On n'en est pas encore à une éruption telle que cela pourrait déboucher sur une guerre civile mais, en tout cas, la violence s'est normalisée.

Comment expliquez-vous que républicains et démocrates en soient arrivés à se haïr ?

C'est arrivé à un point qu'ils ne veulent pas que leurs enfants se marient avec quelqu'un de l'autre bord. C'est la même chose en matière d'emplois où un patron évitera d'embaucher quelqu'un n'ayant pas les mêmes idées que lui. Cela dépasse même la haine raciale. Une récente étude montre que les gens passent, aujourd'hui, de moins en moins de temps, dans les traditionnels repas de Thanksgiving, souvent le lieu de débats politiques familiaux. Le fait d'être un démocrate ou un républicain relève de plus en plus d'une identification tribale. L'Amérique devient deux Amériques qui se haïssent et ne se parlent pas. {...}

Vous décrivez une ultra-droite beaucoup plus puissante que le mouvement Antifa...

Il n'y a pas de comparaison possible ! L'extrême gauche ne contribue qu'à 4 % des violences à motifs politiques. L'ultra-droite est mieux organisée, mieux équipée, mieux entraînée, en clair plus efficace. La colère est partagée des deux côtés, mais c'est l'extrême droite qui l'exprime le plus.

Quelles idées défend cette extrême droite ?

C'est très difficile de définir l'idéologie de l'ultra-droite américaine. Elle est composée de groupes très différents, ne partageant pas forcément les mêmes idées. Il y a des suprémacistes, du type Ku Klux Klan ; des identitaires ; de vrais nazis et plus largement des absolutistes du deuxième amendement de la constitution des Etats-Unis (article qui reconnaît la possibilité pour le peuple américain de constituer une milice pour contribuer « à la sécurité d'un Etat libre », et garantit en conséquence à tout citoyen américain le droit de détenir des armes). Il y a des gens qui refusent toute imposition et d'autres qui dénie toute loi. Ils adaptent leurs discours à l'air du temps. Les Boogaloo Boys qui étaient à l'origine un groupe prônant le pouvoir blanc sont ainsi devenus un mouvement anti-police au point de s'allier à des manifestants noirs de Black Lives Matter à Chicago. C'est très bizarre ! C'est la même chose avec les conspirationnistes de QAnon. Ce qui réunit néanmoins tout ce monde, c'est le « patriotisme anti-gouvernemental ». {...}

(Adapté)



«Nepo babies» : aux Etats-Unis, les enfants de stars dans le viseur de la lutte des classes

Libération

13 janvier 2023

Depuis plusieurs mois, les réseaux sociaux américains dénoncent les avantages des «enfants du népotisme», ces «filles et fils de» qui font carrière dans l'industrie culturelle, comme la chanteuse Lily Allen ou l'actrice Lily-Rose Depp. Cette vague, qui n'a pas (encore) déferlé en France, dénonce un système où le talent compterait moins que la reproduction sociale dans une carrière artistique.

En 2022, la dénonciation des «nepo babies», littéralement «enfants du népotisme», a été l'une des tendances les plus partagées sur les réseaux sociaux au point de terminer l'année en couverture du New York Magazine. Le bimensuel publiait un montage représentant des visages d'enfants de stars, comme Zoë Kravitz (fille de Lenny) ou Jack Quaid (fils de Meg Ryan), collées sur des corps de nourrissons. Le titre: «Elle a les yeux de sa mère. Et son agent».

Ce ton sarcastique, parfois assorti d'une certaine violence, coutumière aux réseaux sociaux, a irrité plus d'un membre de la grande famille du cinéma, et pour cause : le hashtag #nepobaby a cumulé des millions de vues. Youtubeurs, Twittos et TikTokeurs fouillent Internet à la recherche des ascendants de leurs stars préférées, découvrant souvent avec amertume leurs liens avec l'industrie de l'entertainment.

Certains «nepo babies», comme l'actrice Jamie Lee Curtis, fille des acteurs Janet Leigh et Tony Curtis, déplorent un débat «uniquement conçu pour essayer de diminuer, de dénigrer et de blesser». D'autres, comme la chanteuse Lily Allen, fille de l'acteur Keith Allen et de la productrice Alison Owen, incitent les internautes à s'intéresser plutôt aux arbres généalogiques de «ceux qui travaillent dans les cabinets d'avocats, les banques et la politique, au regard des conséquences réelles et des opportunités dont ils privent les gens». Rappelant à juste titre que le problème n'est pas propre au star-system.

En rouvrant un débat qui embarrasse, la génération Z montre que la question de l'héritage demeure centrale. Et la viralité des réseaux sociaux donne une ampleur inédite à cette résurgence du concept de reproduction sociale dans l'espace public.

«La sensibilité à l'injustice dans la compétition a augmenté, et les réseaux sociaux agissent comme une caisse de résonance et un levier d'amplification de l'indignation», remarque Pierre-Michel Menger, professeur au Collège de France où il occupe la chaire sociologie du travail créateur. Il affirme pourtant à Libération que, comparativement à d'autres métiers, rares sont les enfants de stars qui parviennent à suivre les traces de leurs parents. «Les exceptions à cette règle sont infiniment moins nombreuses que les tentatives de "filles et fils de" pour faire carrière», s'amuse-t-il.

Alors pourquoi ce soulèvement numérique ?

Pour cette génération d'internautes qui traque les privilèges, il est intolérable que les «nepo babies» ne reconnaissent pas les leurs. Surtout lorsque l'on s'appelle Lily-Rose Depp, fille de notre Vanessa Paradis nationale et de l'acteur Johnny Depp, l'une des «filles de» les plus incontournables. En novembre, elle expliquait dans l'édition américaine du magazine *Elle* que ses parents n'étaient en aucun cas les ingrédients de sa réussite. Tout juste admettait-elle avoir eu «un pied dans la porte». L'enfant chérie de la mode et du cinéma s'est attiré les foudres de jeunes gens nés de parents moins illustres, qui se sont mis à raconter leurs parcours du combattant.

Pour Pierre-Michel Menger, la crispation autour des «nepo babies» s'explique par le fait qu'ils opèrent un «court-circuit» dans l'ordre social:

«Ordinairement, c'est le capital économique et le capital éducatif qui sont vecteurs d'inégalité, alors qu'ici, ce serait une transmission de talent.» Les réseaux sociaux contestent ainsi la rhétorique qui consisterait à dire: «Je n'y peux rien si je sais bien chanter, ou si je suis un bon acteur», comme si le talent artistique était héréditaire.

«L'idée populaire selon laquelle il existerait des gènes pour des traits humains complexes, comme les capacités intellectuelles, sociales ou artistiques, est tout simplement fausse», confirme la docteure en neurosciences Samah Karaki dans *Le talent est une fiction* (JC Lattès, paru le 11 janvier). En réponse à la frustration d'une jeunesse dont les destins sociaux semblent scellés dès le berceau, Karaki s'attelle à montrer ce que le talent doit à l'héritage économique et social. Elle estime que «repenser le talent représente l'un des défis les plus urgents car il a des implications majeures sur les décisions et les objectifs qui régissent deux champs dans lesquels les fictions du talent sont les plus prégnantes et déterminantes : l'école et le monde du travail».

(Adapté)



La femme qui démissionne et les hommes qui s'accrochent

Les Echos
24 janvier 2023

Les hommes s'accrochent souvent au pouvoir. Une femme a choisi de le quitter. Jacinda Ardern a décidé de ne plus être Première ministre de Nouvelle-Zélande. A 42 ans, elle est vidée de toute son énergie, selon ses propres mots : « *Je n'en ai plus assez dans le réservoir.* »

Ce n'est pas la première fois qu'un haut dirigeant quitte le pouvoir sans y être contraint. Catherine Guillouard, patronne de la RATP, a démissionné en septembre dernier pour s'occuper de ses parents âgés. Le pape Benoît XVI avait renoncé à son pontificat il y a dix ans. Mais ces décisions sont rares. La dernière fois qu'un pape avait parlé de sa santé pour justifier son départ, c'était en 1294.

Jacinda Ardern n'a certes gouverné depuis fin 2017 que des îles perdues dans le Pacifique, comptant moins de 5 millions d'habitants. Sa décision symbolise cependant un monde qui change. Et montre aussi, en négatif, celui qui ne change pas.

Son départ montre d'abord que le pouvoir n'est plus sacré. Il ne mérite pas que des supposés dieux se tuent à la tâche. François Hollande voulait être un président normal. Jacinda Ardern, elle, veut être une femme normale.

« *Je suis humaine. Les politiciens sont des humains. Nous donnons tout ce que nous pouvons, aussi longtemps que nous le pouvons, et ensuite c'est l'heure. Et pour moi, c'est l'heure.* » Ce qui ne l'a pas empêché d'apprécier son poste : « *Diriger un pays est le travail le plus privilégié que l'on puisse jamais avoir, mais c'est aussi l'un des plus difficiles* », a expliqué Ardern. Avant de préciser que ce n'est pas l'origine de sa décision : « *Je ne pars pas parce que c'est dur. Si ça avait été le cas, je serai probablement partie deux mois après avoir pris le poste !* »

Dans un autre registre, la démission de la Première ministre symbolise aussi une époque où le travail ne passe plus avant tout. Où chacun et chacune s'efforce de trouver le fameux équilibre entre vie professionnelle et vie familiale.

Ardern était enceinte de sa fille quand elle est devenue Première ministre. Elle ne l'a pas vue autant qu'elle l'aurait voulu, même si elle l'a emmenée à l'âge de trois mois à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies afin de pouvoir continuer de l'allaiter.

Dans le discours où elle a annoncé son départ, elle lui a fait passer un message : « *Maman a hâte d'être là quand tu vas commencer l'école cette année.* » Ainsi qu'à son compagnon : « *Finalement, marions-nous !* » Son avenir professionnel ? « *Je n'ai pas de plan. Pas de prochaines étapes.* » D'abord se reposer - ou se re-reposer.

Le contraste est saisissant avec ce qui se passe d'ordinaire en politique. La norme, c'est de s'accrocher le plus longtemps possible, dans le droit-fil de la monarchie où le roi de droit divin régnait jusqu'à sa mort. La démocratie a bien sûr changé la donne. En France, des présidents de la Ve République ont été sèchement remerciés, comme Charles de Gaulle, Valéry Giscard

d'Estaing ou Nicolas Sarkozy. D'autres ont toutefois voulu aller jusqu'au bout de leur mandat alors qu'ils étaient très diminués, que leur réservoir était presque vide comme dirait Arden : François Mitterrand et Jacques Chirac. Georges Pompidou, lui, est mort alors qu'il était en poste.

L'acharnement au pouvoir amène parfois les gouvernants à changer les règles de durée des mandats. C'est le signe infaillible du glissement vers la dictature, ou de son renforcement. En Russie, Vladimir Poutine a fait deux mandats présidentiels de 2000 à 2008. Il a ensuite contourné l'interdiction d'en faire un troisième d'affilée en faisant élire son Premier ministre, avant de se présenter à nouveau en 2012.

Puis il a fait changer la Constitution pour porter le mandat présidentiel de quatre à six ans, et remettre le compteur du nombre de mandats à zéro en 2020... ce qui pourrait lui permettre de rester à la tête du pays jusqu'en 2036, où il soufflera ses 84 bougies.

Un autre grand pays a aussi changé récemment les règles du jeu : la Chine de Xi Jinping. En 2018, l'Assemblée nationale a supprimé l'interdiction de faire plus de deux mandats présidentiels, votée en 2002 pour éviter de nouvelles dérives à la Mao, qui fut à la tête du pays durant vingt-sept ans.

Les hommes politiques ne sont pas les seuls à être soumis à cette tentation. En entreprise, il y a des règles d'âge au pouvoir, que des dirigeants tentent souvent de repousser. Ils peuvent bien sûr avoir d'excellentes raisons, comme un moment critique de l'entreprise, la maturité encore insuffisante de la génération suivante ou le décès brutal du dauphin formé de longue date. Le plus souvent, c'est toutefois, comme en politique, un signal d'alerte.

A en croire l'exemple de Jacinda Arden, les femmes seraient-elles moins accrochées au pouvoir que les hommes ? Poser la question, c'est sans doute y répondre. Voilà une raison de plus d'agir pour que les femmes soient plus nombreuses aux commandes.

(Adapté)



Joe Biden embrasse ses origines irlandaises et boude l'Angleterre

Le Temps

14 Avril 2023

Le président américain, très fier de ses origines, est en tournée sur la terre de ses ancêtres. La comparaison est difficile pour le Royaume-Uni. D'un côté, Joe Biden a passé quinze heures - dont une nuit - sur le sol britannique, en Irlande du Nord. Sa rencontre mercredi avec Rishi Sunak, le premier ministre du Royaume-Uni, a été expédiée lors d'un café de quarante-cinq minutes. Ce rendez-vous « bilatéral » était tellement bref qu'un conseiller du président américain l'a surnommé « bi-latte » (un latte étant un café au lait). Joe Biden n'a même pas pris le temps de passer par Londres ou d'essayer d'envoyer un signal diplomatique fort.

De l'autre côté, le président américain consacre actuellement trois jours à une grande tournée en République d'Irlande. Les efforts déployés dans ce pays de 5 millions d'habitants sont énormes : jeudi, il a rencontré le président irlandais, puis son premier ministre, avant de prononcer un discours devant les deux Chambres du parlement et d'être reçu à un grand dîner de gala au château de Dublin. La veille, il avait prononcé un discours dans un pub du comté de Louth, sur la côte est du pays, d'où est originaire un de ses ancêtres. Ce vendredi, il continuera ce retour aux sources, rencontrant de lointains cousins dans le comté de Mayo, à l'ouest du pays, d'où vient une autre partie de sa famille. Les diplomates irlandais en seraient presque gênés. « Il vient presque en vacances, avec l'envie de visiter », reconnaît l'un d'entre eux.

En signant le livre des visiteurs dans la résidence du président irlandais, Joe Biden a résumé son sentiment d'une phrase : « Vos pas vous emmèneront là où se trouve votre cœur. » Ses ancêtres ont beau s'être exilés aux Etats-Unis au milieu du XIXe siècle - un arrière-arrière-grand-père a émigré en 1850, un autre arrière-arrière-arrière-grand-père en 1851 - le président américain est extrêmement fier de ses origines irlandaises. Le 14 février, lors de la Saint-Patrick, alors qu'il recevait le premier ministre irlandais, Leo Varadkar, à la Maison-Blanche, il racontait cette anecdote à propos de son grand-père : « A chaque fois que je sortais de sa maison à Scranton, en Pennsylvanie, où j'ai habité pendant un moment, il me regardait et me disait : Joey, rappelle-toi, la meilleure goutte de sang en toi est irlandaise. » L'actuel locataire de la Maison-Blanche est le deuxième président américain à être catholique, après John F. Kennedy, lui aussi d'origine irlandaise.

Formellement, sa visite se déroule à l'occasion du 25e anniversaire de l'accord du Vendredi-Saint, qui a mis fin en 1998 à trois décennies de guerre civile larvée en Irlande du Nord, faisant 3500 morts. Les Etats-Unis y avaient joué un rôle crucial, Bill Clinton - et surtout son envoyé spécial sur place, le sénateur George Mitchell - aidant les pourparlers entre unionistes (qui se définissent comme Britanniques) et nationalistes (qui se définissent comme Irlandais).

Aujourd'hui, les armes se sont tues, mais la situation politique est dans l'impasse. Le gouvernement nord-irlandais, qui est normalement constitué d'une coalition entre partis unionistes et nationalistes, est suspendu depuis février 2022, le Brexit ayant complètement chamboulé le fragile équilibre qui régnait. Le Democratic Unionist Party (DUP), le principal parti unioniste, refuse de revenir y siéger depuis qu'une frontière commerciale a été introduite entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord (c'est-à-dire au sein même du Royaume-Uni).

Dans ces circonstances, Joe Biden a mis la pression. « J'espère que l'assemblée et le gouvernement [d'Irlande du Nord] seront bientôt restaurés. (...) C'est à vous de juger, pas à moi, mais j'espère que ça arrivera. » Ses propos sont perçus comme trop partisans par les unionistes. Arlene Foster, ancienne leader du DUP et ancienne première ministre d'Irlande du Nord, affirme même "qu'il n'y a aucun doute" que Biden « déteste le Royaume-Uni ».

Certes, l'étroite relation entre les Etats-Unis et l'Irlande n'est pas nouvelle. Environ 31 millions d'Américains sont partiellement descendants d'émigrés irlandais. Joe Biden était le quatrième président à s'exprimer devant le parlement irlandais, après John F. Kennedy en 1963, Ronald Reagan en 1984 et Bill Clinton en 1995, qui y avaient tous des racines. Chaque année, la Saint-Patrick est un moment fort du calendrier diplomatique américain, avec des réceptions organisées à tous les niveaux à Washington. Mais l'actuel président semble avoir porté cet héritage à un autre niveau. Ce qui ne l'empêche pas, bien entendu, de commettre ses gaffes coutumières. L'an dernier, lors d'un discours, il avait lancé, pour faire rire : « Je suis peut-être Irlandais, mais je ne suis pas stupide. »



Musk, le patron qui se croyait lanceur d'alerte

L'Humanité
20 décembre 2022

Démissionnera ? Démissionnera pas ? Dernière séquence d'un long week-end de désastres, Elon Musk a placé son avenir à la tête de Twitter entre les mains d'un sondage qui s'est clos lundi midi. Il espérait un plébiscite, mais sur les plus de 17,5 millions de votants, 57,5 % ont appelé à sa démission. À l'heure où ces lignes sont écrites, on ne sait s'il respectera le résultat du vote. Il avait déjà accusé les « trolls » et les « bots » (robots) d'avoir faussé le scrutin, lorsqu'il a rétabli le compte de Donald Trump, à la suite d'un précédent sondage.

S'il en est arrivé à cette extrémité, c'est que le milliardaire multiplie les faux pas. Ainsi depuis le Qatar, où il assistait à la finale de la Coupe du monde de football en compagnie de Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, Elon Musk a validé ce changement des conditions d'utilisation du réseau social : « Twitter n'autorise plus la promotion gratuite de certains réseaux sociaux. » Avec promesse de suppression des messages incriminés pouvant aller jusqu'au bannissement permanent du compte si récidive. L'annonce a d'autant plus provoqué un tollé qu'elle contrevient aux règlements européens, les Digital Services Act (qui ne sera applicable que dans trois mois) et Media Freedom Act (pas encore voté).

Face aux réactions, Elon Musk s'est excusé et a promis que les prochaines grosses mises à jour des règles seront soumises au vote. D'ailleurs depuis ce lundi, la mise à jour des conditions d'utilisation mentionnant cette règle a disparu sur le site de Twitter, mais les liens menant vers d'autres réseaux sociaux restent bloqués au motif qu'ils seraient dangereux.

Dans le même genre de cafouillage, Elon Musk a ces derniers jours supprimé les comptes de plusieurs journalistes états-uniens, de CNN, du New York Times et du Washington Post notamment. Le multimilliardaire avait d'abord suspendu @elonjet, le compte qui rapportait automatiquement les trajets de son avion privé, au prétexte qu'il mettrait sa famille en danger. Les comptes des journalistes qui avaient questionné cette décision ont à leur tour été bloqués. Face, une nouvelle fois, à la pression - cette décision a fait réagir jusqu'à l'ONU et l'Union européenne -, les comptes ont été rétablis samedi et dimanche, mais plusieurs d'entre eux ont indiqué avoir été sommés d'effacer certaines publications.

Elon Musk s'est aussi pris pour un lanceur d'alerte dans sa propre entreprise : il a ainsi « révélé » ce qu'il a appelé lui-même les Twitter Files, confiant des documents internes à des journalistes soigneusement sélectionnés. Le nouveau PDG affirme que l'entreprise a violé le premier amendement de la Constitution états-unienne et il veut prouver que l'ancienne direction de Twitter a manipulé des élections, notamment au profit de Biden et de Lula au Brésil.

Les premiers documents sont assez sordides et remontent à 2020. Hunter Biden, le fiston du futur président démocrate, donne alors à réparer son ordinateur personnel à une petite boutique. Sur son MacBook, rien n'est protégé, il n'y a pas le moindre mot de passe ni fichier chiffré.

Le réparateur tombe ainsi sur une impressionnante quantité de contenus pornographiques impliquant Hunter et des jeunes femmes ukrainiennes - pays de résidence de l'héritier Biden -, ainsi que d'autres vidéos le montrant en train de consommer diverses drogues... L'informaticien décide de confier le tout au très conservateur New York Post, qui publie une série d'articles à partir d'octobre 2020, en pleine campagne présidentielle. Le premier volet des Twitter Files avait pour but de montrer que le réseau social avait sciemment censuré ces révélations.

Mais, dans les faits, à part un article du New York Post qui a été bloqué hâtivement - le réseau social avait alors reconnu son erreur -, l'équipe de modération de Twitter s'est contentée d'enlever les nombreuses photos du pénis d'Hunter Biden qui circulaient en masse, ce que les modérateurs auraient fait avec les « dick pics » de n'importe qui d'autre.

Jusqu'ici, chaque « révélation » promise par Musk a fait flop. Pire, l'une des dernières fournées s'est même révélée contre-productive. Les documents diffusés montrent le processus qui a conduit au bannissement de Trump. Le PDG pensait dénoncer un « complot gouvernemental », mais montre plutôt que 300 salariés de Twitter sont montés au créneau, réellement inquiets des appels à la violence d'extrême droite qui pullulaient sur le réseau social, et qu'après un long débat interne, la suspension du compte a fini par être décidée par la responsable juridique, sans aucune intervention extérieure.

Pendant ce temps, les actionnaires de Tesla affichent leur ras-le-bol de voir le patron du constructeur automobile passer son temps sur le réseau social.

« Elon a abandonné Tesla, et Tesla n'a pas de PDG fonctionnel », a écrit un des investisseurs sur Twitter. « Tesla mérite et a besoin d'un PDG qui travaille à plein temps. »

En quelques mois, l'action du constructeur a chuté de 60 %, malgré le plan de licenciement boursier qui a frappé 10 000 salariés l'été dernier.



Au Royaume-Uni, la vénérable Chambre des lords sur la sellette

Le Figaro

13 décembre 2022

Forte de 800 membres, cette assemblée est l'objet de controverses. Ses parlementaires à vie sont cooptés selon une « liste d'honneur » dressée par le premier ministre, souvent en échange de services rendus. Le projet de la réformer, vieux serpent de mer, refait surface.

La comparaison est audacieuse et peu goûtée au sein de la vénérable institution. La presse anglaise a récemment comparé la Chambre des lords à l'Assemblée nationale populaire chinoise. Les deux instances législatives sont en effet les plus pléthoriques au monde et se composent toutes deux des parlementaires non élus... Certes, la Chambre haute du Parlement britannique est loin des 3 000 représentants de l'assemblée pékinoise, mais elle compte tout de même quelque 800 membres, un record dans les démocraties occidentales. Et ces derniers sont nommés d'étrange et peu démocratique manière, souvent en remerciement de services politiques rendus.

C'est justement ce mode de nominations qui vient de replacer la Chambre des lords sur le devant de la scène. La tradition veut que chaque premier ministre sortant dresse une « liste d'honneur », faisant ainsi lord un certain nombre d'alliés. Ces heureux « élus » deviennent parlementaires à vie. Le processus vaut pour Boris Johnson mais aussi pour Liz Truss, malgré son passage fugace à Downing Street avec moins de cinquante jours de pouvoir. Comme tout ce qui touche à « BoJo », sa liste - en cours d'examen - fait l'objet d'une controverse, notamment parce qu'y figurent d'anciens conseillers âgés de moins de 30 ans.

Avant même sa démission, Johnson avait déjà nommé quelque 90 nouveaux lords, dont son propre frère, Jo. Le nouveau premier ministre, Rishi Sunak, a fait savoir qu'il ne refuserait aucune nomination. Si la Chambre peut en effet donner son avis sur un nouveau postulant, c'est le gouvernement qui a le dernier mot. La guerre en Ukraine a pourtant lancé une polémique sur la nomination par Johnson, en 2020, de son ami russo-britannique Evgeny Lebedev, devenu « Baron Lebedev, of Hampton in the London Borough of Richmond upon Thames and of Siberia in the Russian Federation ». Et ce malgré un avis défavorable des services de renseignement, l'homme étant le fils du milliardaire russe Alexandre Lebedev, qui occupa de hautes fonctions au KGB.

La semaine dernière, le Parti travailliste est monté au front des Lords. Dans l'opposition depuis douze ans, le Labour s'est engagé à relancer la réforme voulue par le gouvernement de Tony Blair à la fin des années 1990. Le patron du parti, Keir Starmer, « espère » qu'une Chambre des lords « indéfendable » sera abolie dès le premier mandat d'un gouvernement travailliste, sans toutefois s'engager fermement sur un calendrier. Il souhaite, « aussi rapidement que possible », une seconde chambre formée de membres élus au suffrage indirect. Le Labour s'appuie sur les propositions de Gordon Brown. L'ancien premier ministre travailliste prône une « nouvelle seconde chambre, démocratiquement légitime », qui serait appelée « Assemblée des nations et des régions ».

Son rôle serait de veiller sur la Constitution britannique, avec notamment le pouvoir de renvoyer le gouvernement devant la Cour suprême. Elle ne compterait plus que 200 membres. Brown fait remarquer que le Sénat américain compte 100 membres pour une population de 300 millions de personnes, quand la Chambre des lords en a 800 pour seulement 60 millions de Britanniques. Mais Starmer ne s'est pas non plus engagé sur ce « Sénat des nations et régions ». Et, selon le Times, un vif différend l'aurait opposé à Brown, furieux que le chef du parti cherche à édulcorer ses propositions. Un certain nombre de lords travaillistes se seraient insurgés contre le rapport Brown.

Face à cette offensive, Rishi Sunak a défendu le « rôle précieux » des Lords. Le premier ministre a averti que toute réforme devait nécessiter une « réflexion très approfondie » et « beaucoup de précautions ». L'ancien ministre du « Levelling Up » - cette mise à niveau des régions marginalisées d'Angleterre - Simon Clarke a chargé plus violemment, estimant qu'il serait « complètement stupide » de créer une Chambre haute élue. Pour lui, les projets travaillistes conduiraient au « blocage institutionnalisé » observé aux États-Unis et risqueraient de « saper de manière fatale la primauté des Communes ». {...}

Si elle partage avec les Communes le palais de Westminster, la Chambre des lords est un monde plus calme et feutré. Bibliothèque majestueuse, bars et salons de thé avec vue sur la Tamise, le « club » a ses charmes. Le cœur est la salle des débats, avec ses lambris, vitraux et banquettes rouges. C'est là que chaque année le souverain prononce le discours du trône. Les places y sont chères, puisqu'il n'y en a que 230 assises pour plus de 800 lords. Dans l'une de ses traditions si anglaises, les membres des Communes comme ceux des Lords ne se réfèrent jamais à l'autre assemblée par son nom, mais par l'expression condescendante « the other place » (« l'autre endroit »). {...}

(Adapté)



Aux États-Unis, le travail à distance devrait survivre à la récession

Courrier International
28 décembre 2022

Alors que la vague de licenciements se poursuit dans le secteur de la Tech, la presse américaine s'interroge sur l'avenir du télétravail. Une remise en cause radicale n'est toutefois pas à l'ordre du jour, assurent les chroniqueurs.

Les licenciements massifs intervenus chez Twitter, Meta, Amazon et d'autres entreprises de la Silicon Valley ont fait la une des journaux américains en novembre dernier. Mais dans la Tech, le gros des suppressions d'emploi est peut-être à venir, prévient le San Francisco Chronicle. "Chaque année, Janvier est le mois numéro un pour les licenciements. Je m'attends à un nombre équivalent, sinon supérieur, de suppressions d'emplois avant que les choses ne commencent à s'améliorer", explique Julia Pollak, du site ZipRecruiter, basé en Californie.

Les salariés qui ont été les plus nombreux à bénéficier des nouvelles modalités de travail à distance comptent ainsi parmi les premiers menacés par le ralentissement de l'économie, souligne Forbes. "Là où les salariés étaient naguère en situation d'exiger de pouvoir travailler à distance - au point de menacer de quitter le navire si on ne leur donnait pas satisfaction -, le rapport de force est en train de basculer en faveur des employeurs à mesure que l'inflation augmente et que les recrutements marquent le pas."

Si le marché du travail américain persiste à montrer des signes de faiblesse en 2023, certaines entreprises pourraient contraindre leurs employés à renoncer au travail à distance, confirme Bloomberg :

"Il y a deux camps parmi les dirigeants d'entreprise. Ceux qui pensent que le télétravail présente des avantages en termes de satisfaction des employés et ceux qui estiment que la culture d'entreprise se construit au bureau."

Pourtant, une remise en cause radicale des dispositifs expérimentés avec succès durant les années de pandémie comporterait des risques pour les entreprises, estime pour sa part Nicholas Bloom, un professeur d'économie de l'université Stanford qui analyse les tendances du marché du travail aux États-Unis. La preuve : Elon Musk, d'abord déterminé à en finir avec le travail à domicile chez Twitter, a dû rétro pédaler très vite devant le nombre de démissions annoncées.

"Si un inconditionnel du travail en présentiel comme Elon Musk - qui se vante de dormir au bureau sur un canapé - ne parvient pas à inverser la tendance, les autres n'essaieront même pas." Le télétravail plutôt avantageux pour les entreprises

"En fait, le télétravail rapporte de l'argent aux entreprises", explique le chercheur, qui a montré que les salariés américains accordent à peu près la même importance à la possibilité de travailler à distance qu'à une augmentation de salaire. Or de nombreuses entreprises préfèrent accorder plus de flexibilité à leurs employés plutôt qu'augmenter les salaires

D'autant que les premières à tirer un trait sur le travail à distance risqueraient d'avoir par la suite de la peine à recruter. "Dans un marché du travail qui reste malgré tout tendu, beaucoup d'entreprises ne peuvent pas se permettre une hémorragie de talents. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les salariés les plus qualifiés, y compris quand l'environnement économique se dégrade, souligne Prithwiraj Choudhury, professeur à la Harvard Business School.

Les politiques qui permettent aux salariés de travailler de n'importe où permettent d'ailleurs également aux patrons américains de réduire les coûts en recrutant de nouveaux salariés dans des États où le coût de la vie est nettement moins élevé qu'à New York ou San Francisco - tels que l'Idaho, la Louisiane ou le Kansas.

Plutôt que de mettre un terme au travail à distance, une récession pourrait même avoir l'effet inverse, avance Bloomberg : elle pourrait accentuer la tendance, les entreprises profitant du télétravail pour réduire leurs espaces de bureau et faire des économies. "L'été dernier, Yelp [une entreprise spécialisée dans les applis mobiles basée à San Francisco], a fermé ses bureaux de New York, Chicago et Washington avec l'intention de consacrer les économies réalisées à des embauches et des avantages sociaux. Peu de temps après, Lyft [une autre entreprise de la tech basée dans la baie de San Francisco] a loué environ la moitié de ses bureaux à San Francisco, New York, Seattle et Nashville."

Malgré toutes les incertitudes en matière économique, 2023 ne sera pas le bon moment pour exiger le retour des employés au bureau, assure Shawn Farshchi, un spécialiste de la mobilité qui signe une chronique sur le site de Forbes. À cause des risques de récession, les employés seront sans doute moins enclins à démissionner, mais ils pourraient aussi se montrer "moins investis, moins productifs et moins motivés" dans leur travail, explique le chroniqueur. Voilà un risque qu'aucune entreprise ne peut se permettre de prendre.

"Offrir à ses employés la flexibilité qu'ils souhaitent et leur garantir l'autonomie dont ils ont besoin pour être performants est l'une des meilleures façons de préparer une entreprise à faire face à tout ce que l'avenir nous réserve."



Royaume-Uni : le bras droit du Premier ministre Rishi Sunak démissionne

La Tribune

22 avril 2023

Dominic Raab, vice-Premier ministre et ministre de la Justice, a annoncé sa démission ce vendredi. Cette décision intervient après la publication d'un rapport qui établit des faits de harcèlement. Il s'agit d'un sérieux revers pour le gouvernement de Rishi Sunak, à l'approche de scrutins locaux. D'autant que ce gouvernement a déjà connu plusieurs scandales politiques.

Promesse tenue. Le vice-Premier ministre britannique Dominic Raab a annoncé sa démission, ce vendredi 21 avril. Cette décision intervient après la publication d'un rapport indépendant. Ce document établit qu'il avait moralement harcelé des fonctionnaires.

« Je vous écris pour démissionner de votre gouvernement », écrit Dominic Raab, également ministre de la Justice, dans cette lettre adressée à Rishi Sunak. « J'avais demandé cette enquête et m'étais engagé à démissionner si elle établissait des faits de harcèlement, quels qu'ils soient. Je crois qu'il est important de respecter ma parole », souligne-t-il. »

En retour, le Premier ministre a accepté cette démission. Dans une lettre adressée à son ex-ministre, il a exprimé sa « grande tristesse », louant longuement les années de service de Dominic Raab dans différents gouvernements, sans remettre en cause son comportement.

Cette enquête avait été lancée à la suite de huit plaintes relatives à son comportement lorsqu'il était ministre des Affaires étrangères, ministre du Brexit ou encore lors d'un précédent passage au ministère de la Justice. Le rapport considère notamment qu'il avait agi de manière « intimidante, dans le sens d'une conduite continuellement et irraisonnablement agressive » durant une réunion de travail.

Dominic Raab a toujours démenti ces accusations, qui empoisonnent depuis des mois le gouvernement. Il s'est d'ailleurs encore défendu dans sa lettre de démission, jugeant « fausses » toutes les mises en cause.

« En fixant le seuil du harcèlement si bas, l'enquête établit un précédent dangereux » pour la conduite du gouvernement, estime-t-il encore. « Les ministres devraient pouvoir critiquer directement » le travail des hauts fonctionnaires, ajoute-t-il, concédant que « bien sûr cela doit se faire dans des limites raisonnables ».

Le vice-Premier ministre, également ministre de la Justice, est dépeint par ses détracteurs comme un colérique, manquant cruellement de respect aux fonctionnaires sous sa responsabilité. Le ministre aurait aussi eu tendance à perdre son calme. Selon le tabloïd *The Sun*, Dominic Raab aurait lancé des tomates dans un accès de colère lors d'une réunion l'année dernière, ce que son porte-parole avait toutefois qualifié d'insensé. Selon des témoignages

publiés dans le Guardian en 2022, le ministre aurait instauré une « culture de la peur » au sein de son ministère et était décrit comme un « tyran ».

Alors qu'il avait assuré le poste de Premier ministre par intérim de Boris Johnson, lorsque celui-ci a contracté le Covid-19 et a passé plusieurs jours à l'hôpital, il est relégué au poste de ministre de la Justice, et de vice-premier ministre, pour ne pas avoir géré correctement la prise de Kaboul par les talibans en 2021, en préférant rester en vacances en Grèce plutôt que d'organiser le rapatriement des citoyens anglais en Afghanistan.

Malgré ces précédents, ce jeudi encore, Downing Street affichait sa « confiance totale » en son vice-premier ministre, tout en affirmant « étudier avec attention les conclusions du rapport ».

La démission de Dominic Raab signe le troisième départ d'un ministre du gouvernement de Rishi Sunak après diverses accusations. Elle vient entacher, une fois de plus, promesse du Premier ministre de montrer « intégrité, de professionnalisme et de responsabilité » au pouvoir après la succession de scandales sous Boris Johnson.

En novembre, Gavin Williamson, un ministre sans portefeuille du gouvernement de Rishi Sunak, avait démissionné après des accusations de harcèlement. En janvier, Rishi Sunak avait dû limoger le président du parti conservateur, Nadhim Zahawi, qui siégeait à ce titre au conseil des ministres, pour des démêlés fiscaux. Enfin, le 17 avril, une commission d'enquête chargée du contrôle des députés a lancé une enquête sur Rishi Sunak lui-même pour soupçon de prise illégale d'intérêts. Le Premier ministre britannique est soupçonné de ne pas avoir déclaré que sa femme possède des actions dans une entreprise de garde d'enfants, alors que son gouvernement a voté une augmentation des aides à ce secteur.

Ce nouveau scandale politique tombe mal pour le gouvernement conservateur. En poste à Downing Street depuis octobre, Rish Sunak semblait stabiliser son parti après des mois de scandales et de chute dans les sondages. L'opposition travailliste a d'ailleurs profité de cette occasion pour discréditer l'actuel gouvernement auprès de la population. Le chef de l'opposition travailliste Keir Starmer a rapidement réagi, taxant l'absence de limogeage de Dominic Raab par le Premier ministre de « faiblesse » au micro de la BBC : « Tout le monde veut un leadership fort (*au gouvernement, ndlr*), et cela n'a manifestement pas été le cas ».



Les géants de l'image commencent à plancher sur l'IA « éthique »

Les Echos
12 avril 2023

L'intelligence artificielle permet de générer des images à l'infini, à partir d'une simple description. Comment les entreprises peuvent s'emparer de ces outils sans risquer d'être traînées en justice ?

Ces derniers mois, plusieurs entreprises, dont OpenAI, Stability AI et Midjourney, ont dévoilé des outils d'intelligence artificielle permettant de générer des images à partir d'une simple phrase. Par exemple, « une photo réaliste d'un pingouin en kilt devant la tour Eiffel ». Les internautes ne se sont pas privés de générer des millions d'images et de les poster sur les réseaux sociaux.

Mais même si la tendance émerge, les marques ont pour l'instant des scrupules à utiliser ces outils pour générer des campagnes de publicité. Les journaux s'en servent parfois pour illustrer des articles sur l'intelligence artificielle, mais ils n'ont pas cessé pour autant de recourir aux images traditionnelles fournies par Shutterstock, Getty, l'AFP et d'autres.

Et pour cause, le risque juridique existe : Getty a intenté un procès à Stability AI, qu'elle soupçonne d'avoir entraîné « illégalement » son intelligence artificielle sur ses images. Plusieurs artistes ont porté plainte contre la même entreprise londonienne, qu'elles accusent d'avoir pillé leur style pour le mettre à la disposition de tous.

Les modèles de génération d'images Dall-E, Midjourney et Stable Diffusion sont entraînés sur des montagnes d'images piochées sur Internet, sur lesquelles elles ne détiennent généralement pas les droits. Elles bénéficient pour l'instant d'un flou juridique autour d'une technologie entièrement nouvelle. Mais le cadre juridique pourrait changer.

« Il y a eu une époque où Napster était très populaire pour écouter de la musique en streaming, rappelle David Truog, analyste chez Forrester. Et puis l'organisation qui représente l'industrie du disque américaine leur a fait un procès, et ils ont dû fermer boutique. C'est à ce moment-là qu'Apple a créé le Music Store, qui existe encore aujourd'hui, et qui a transformé le secteur de la musique. »

Adobe, qui édite notamment le logiciel Photoshop, veut suivre l'exemple d'Apple pour transformer le secteur des images. Le groupe californien a présenté, le mois dernier, Firefly, un logiciel permettant d'utiliser l'IA pour ajouter un décor derrière un produit, par exemple. Créer des publicités, fabriquer un poster, illustrer une newsletter ou un site web... L'entreprise parie que ses clients voudront utiliser l'IA pour accélérer tous ces processus créatifs.

L'outil, qui est encore en phase de test, ressemble à ceux d'OpenAI, de Stability AI et de Midjourney. La principale innovation se situe ailleurs : Adobe détient les droits d'une gigantesque base de données, contenant des centaines de millions d'images. Ce qui lui a permis d'entraîner cette intelligence artificielle sans se soucier des droits d'auteur.

« Les personnes qui contribuent à notre base de données créent quelque chose qui a une valeur commerciale », explique Dana Rao, le vice-président exécutif chargé des affaires juridiques et de la sécurité chez Adobe. « Ils éliminent les images stupides, celles qui ont une marque, celles qui ont des problèmes de propriété intellectuelle. Et puis, nous faisons nous aussi de la modération de contenus. »

Firefly a par ailleurs subi un entraînement pour éviter les biais les plus évidents. Par exemple, si on demande à l'IA de générer des images de médecins et d'infirmiers, elle ne propose pas que des médecins de sexe masculin et d'infirmières femmes... De même, les personnes représentées sont généralement de plusieurs origines ethniques.

Ces outils posent évidemment la question de la rémunération des artistes, qui risquent de perdre des clients à cause de l'IA. En dehors du coût humain, « il y a un autre problème, avance David Truog, c'est que [après quelque temps] les images générées par l'IA seront aussi celles qui sont disponibles pour entraîner les modèles. Cela signifie que le système devient incestueux, en quelque sorte, ou en tout cas périmé et stagnant. »

Face à cela, l'éditeur de Photoshop a annoncé son intention de rémunérer les artistes qui accepteront qu'Adobe utilise leurs œuvres pour alimenter ses modèles de génération d'images. A l'inverse, ceux qui s'y refusent pourront apposer une étiquette « ne pas entraîner » sur leurs images, promet le géant américain. Mais l'entreprise ne dit pas encore quelle portion de ses revenus sera affectée aux artistes, ni comment ils seront redistribués.

Tout dépendra de combien les clients d'Adobe sont prêts à payer pour ce nouvel outil, explique Ely Greenfield, le directeur de la technologie du groupe. « Si c'est un jouet très cool, mais que personne ne veut l'utiliser pour faire du vrai travail, il n'y aura pas assez de valeur à partager avec les artistes. C'est très peu probable à mon avis », affirme ce dernier.

Shutterstock, qui a lancé son générateur d'images AI Generator en janvier, reverse déjà, via un fonds, une partie de ses bénéfices aux artistes qui ont contribué à alimenter la machine par leurs contributions. « Nous travaillons avec 2 millions d'artistes à travers le monde, ce sont eux notre véritable carburant », rappelle Alessandra Sala, la directrice IA de Shutterstock.

« A chaque fois que la machine crée une image et vous la vend, nous prenons une partie du revenu et nous la reversons aux contributeurs pour chaque image qu'ils ont mis dans le panier qui a été utilisé pour entraîner ce modèle. Et c'est un revenu perpétuel », souligne la scientifique.

(Adapté)



Glasgow : Surmortalité, la tragédie écossaise

Libération

5 janvier 2023

Depuis plusieurs années, des chercheurs en sciences sociales s'interrogent sur un étrange décalage. Dans la région de Glasgow, première ville d'Ecosse, l'espérance de vie est plus courte que partout ailleurs au Royaume-Uni. C'est même la plus courte d'Europe de l'Ouest : 73,1 ans pour les hommes et 78,3 pour les femmes (contre 79,3 et 85,3 respectivement en France). Ce constat, surnommé un temps «l'effet Glasgow» ou «l'effet écossais», a généré d'innombrables théories plus ou moins farfelues. Les Ecossais vivraient moins longtemps à cause d'un manque d'animaux de compagnie, de la qualité de l'eau, de la météo, des divisions sectaires ou même d'un soda local orange vif, l'*Irn-Bru*.

Fléau mythologique mis à part, comment la «deuxième ville de l'Empire» et principale économie de la nation écossaise est-elle devenue un symbole d'inégalités et de déclassement ?

Dans le centre-ville de Glasgow, d'immenses bâtiments néoclassiques attestent encore de sa richesse passée. Ni la mairie, ni la bibliothèque, ni le musée de Kelvingrove ne manquent de grandeur. Le métro a été l'un des premiers réseaux souterrains d'Europe.

Sur l'embouchure du fleuve Clyde, les chantiers navals, aujourd'hui asphyxiés, ont vu passer dans les années 1900 un cinquième des vaisseaux des mers du monde, quand le commerce du tabac, le textile et la construction de locomotives renflouaient les caisses de la ville.

Mais la culture et le langage populaires témoignent aujourd'hui de plusieurs décennies de difficultés : on parle du «sourire de Glasgow» (balafre remontant des commissures des lèvres vers les oreilles, comme sur le visage du Joker) ou du «baiser de Glasgow» (un coup de boule) avec un brin d'ironie. Côté gastronomie, le cliché d'un régime à base de Mars frit et de Buckfast (alcool de vin fortifié et caféiné associé aux quartiers pauvres et à la violence) a la peau dure.

Quant aux statistiques, elles continuent de confirmer qu'on y est en plus mauvaise santé que dans les villes voisines. On vit ainsi en moyenne 8,7 ans plus longtemps à Westminster, au cœur de Londres, qu'à Glasgow. Le taux de suicide y est aussi 30 % plus élevé que dans les villes anglaises.

C'est l'équivalent d'environ 5 000 morts supplémentaires et prématurées en Ecosse chaque année (sachant que le territoire ne compte que 5,4 millions d'habitants).

Très vite, une première hypothèse apparaît : celle de la pauvreté matérielle. Glasgow aurait été davantage touché que les autres villes britanniques par la fermeture de ses usines. La désindustrialisation amorcée dès les années 60 a mis à mal les grandes entreprises et les chantiers navals de la ville. Mais elle ne suffit pas à expliquer cette surmortalité : comparé à

Liverpool ou Manchester, au profil similaire, on a à Glasgow 30 % de risque supplémentaire de mourir avant 65 ans, principalement à cause de l'alcool, de la drogue et des suicides.

Le chercheur en santé publique David Walsh voit donc l'origine du problème dans la «vulnérabilité» de la population glaswégienne, fragilisée par une série de politiques du gouvernement britannique et du Scottish Office (l'ancêtre du Parlement écossais).

En effet, jusque dans les années 50, l'espérance de vie écossaise n'est pas différente de celle de ses voisins européens. C'est après la guerre que les choses se corsent. «Le gouvernement a moins investi dans les logements et a moins fait pour protéger les plus pauvres» qu'à Liverpool, par exemple, affirme David Walsh.

Des villes nouvelles sont alors créées, qui attirent industries et travailleurs qualifiés. Les communautés ouvrières explosent et se dispersent, et les habitants des taudis du centre-ville sont envoyés en périphérie, dans des barres d'immeubles rapidement construites pour les accueillir. Sur le papier, il s'agit d'assainir la ville. La réalisation du projet laisse les habitants sceptiques. [...]

Une série de décisions qui a créé une ségrégation sociale dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui. Ce déclin pèse sur l'atmosphère de Castlemilk, l'un des «Big Four», ces quatre quartiers où ont été envoyées les populations du centre-ville au tournant des années 60, mais où les constructeurs n'ont pas anticipé le manque d'espaces de socialisation et d'emplois. Il faut près d'une heure de bus, depuis la gare centrale de Glasgow, pour rejoindre le parking du McDonald's où Cathy Milligan donne ses rendez-vous.

«Il n'y a pas grand-chose d'autre ici pour se retrouver», explique cette activiste du collectif *Castlemilk Against Austerity*, qui multiplie les initiatives pour venir en aide aux gens du coin. Trois tours d'une vingtaine d'étages encadrent le parking d'une petite galerie commerciale dont une aile entière est condamnée - les canalisations ont gelé et explosé pendant la dernière vague de froid.

Les clients ont le choix entre une enseigne de produits discount et un supermarché spécialisé dans les surgelés à bas prix.

«Le bureau de poste a été déplacé, alors que les seniors ont besoin d'y accéder pour récupérer leurs retraites», explique Cathy Milligan, qui liste les magasins disparus. Un des centres médicaux a fermé et n'a pas été remplacé.

«Par contre, à l'étage, il y a des pompes funèbres et des bookmakers. Pas de fruits et légumes, mais plein d'endroits où faire des paris !» raille sa nièce Natalie.

Il reste aussi un vendeur de cartes postales, un barbier, une boulangerie à petits prix, et un sentiment assez prononcé d'abandon.

(Adapté)



Global Britain : L'empire 2.0 est arrivé!

L'Opinion

31 mars 2023

Et si l'histoire repassait les plats? En août 1941, Roosevelt et Churchill s'étaient retrouvés au large de Terre-Neuve alternativement sur un croiseur de l'US Navy et un cuirassé de la Royal Navy pour élaborer la charte de l'Atlantique jetant les bases de la future alliance antinazie.

Plus de huit décennies plus tard, Joe Biden, Rishi Sunak et Anthony Albanese se sont rencontrés sur une base navale de San Diego (Californie) pour signer l'accord Aukus en vue de contrer les ambitions militaires de la Chine. Le nouveau partenariat entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie doit produire des sous-marins nucléaires en vue de répondre aux provocations hégémoniques de Pékin.

Si les trois pays signataires de l'Aukus ont combattu ensemble lors de la Seconde Guerre mondiale, ils n'ont pas pris rendez-vous en ce 13 mars 2023 avec l'histoire. Les Etats-Unis ont des bases militaires au Japon et en Corée du Sud qui sont très éloignées de la mer de Chine méridionale, région aux tensions élevées. Le Royaume-Uni n'est plus une puissance impériale. Quant à l'Australie, dont le premier client est au demeurant l'« empire du Milieu », elle s'est tournée depuis des lustres vers son hinterland asiatique.

N'empêche, comme le souligne le Financial Times, « si l'Aukus ne peut être comparée à la grande déclaration philosophique que fut la charte de l'Atlantique, l'intention géopolitique sous-jacente est claire. Les nations de "l'Anglosphère" ont renouvelé leur alliance, cette fois pour contenir la Chine ». Le bon vieux concept impérial de « l'Anglosphère » a donc été ressorti des cartons dans l'Indo-Pacifique, nouveau centre du monde. Ce schéma remonte à la fin du XIXe siècle lorsque le Royaume-Uni, les Etats-Unis, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande souhaitaient créer une union entre les nations anglophones développées. Cette notion repose sur la communauté de langue et les liens familiaux et culturels.

A l'évidence, si Londres a choisi la France et l'Allemagne pour la première visite à l'étranger du roi Charles III, cette sélection tout comme la conclusion d'un accord avec l'Union européenne sur le volet nord-irlandais du Brexit ne doivent pas faire illusion. Pour amortir le choc du départ et donner de la substance à la stratégie de la « Grande Bretagne planétaire » (Global Britain) tournée vers le reste du monde, le Premier ministre britannique s'appuie sur le rêve ancien de « l'Anglosphère ».

Surtout, en se drapant dans « l'Anglosphère », l'occupant du 10 Downing Street entend moderniser la fameuse vision stratégique du héros de la droite anglaise, Winston Churchill. Dans son célèbre discours de Zurich en 1946, le « Vieux Lion » avait placé le Royaume-Uni à

l'intersection de trois cercles - l'Europe, les Etats-Unis et le Commonwealth - mais sans appartenir de plain-pied à aucun d'entre eux. Grâce à cette triple adhésion, la nation ramenée à un rang ordinaire pouvait espérer conserver son statut de superpuissance malgré le crépuscule impérial. Le refus de se joindre à la Communauté économique européenne entre 1958 et 1973 participait de cette philosophie visant à privilégier l'alliance forgée avec les Etats-Unis et les anciens dominions.

Cher aux eurosceptiques, le Commonwealth constitue l'autre axe de la diplomatie sunakienne. Fondée en 1931 et placée sous le patronage bienveillant et respecté du roi Charles III, l'association de 56 pays - pour l'essentiel les anciennes possessions de la Couronne - apparaît à première vue comme le témoin pétrifié d'une magnificence engloutie. Mais le chef du gouvernement britannique est persuadé qu'il est possible de réinventer l'institution vieillissante. Aux yeux de ce Brexiteer pur et dur lors du référendum européen de 2016, le retour à la course étincelante au grand large permet de promouvoir le *soft power* du royaume en vue d'accroître son influence internationale. Le Commonwealth ne représente-t-il pas plus de deux milliards d'habitants, soit 30% de l'humanité? Reste que la double stratégie diplomatique de Rishi Sunak est loin de faire l'unanimité.

Comme le rappelle Duncan Bell, historien de l'Université de Cambridge, « à l'origine, "l'Anglosphère" faisait partie inhérente du colonialisme et de la suprématie de la race blanche. Cette vision est incompatible avec la diversité et la mondialisation ». D'origine indienne, le Premier ministre réplique que le modèle remis au goût du jour est ouvert et multiculturel. Vulnérables à l'expansionnisme de la Chine dans des archipels très éloignés de son territoire, l'Inde, les Philippines, la Corée du Sud et le Japon pourraient d'ailleurs être associés à l'Aukus dans une deuxième étape.

Le mantra Commonwealth est également sur la sellette. Certes, l'adhésion de quatre pays non anglophones (Gabon, Togo, Rwanda et Mozambique) au cours de ces dernières années souligne le dynamisme de la grande famille d'outre-mer. Mais quels sont les points communs entre l'Inde, qui compte 1 milliard d'habitants, et Kiribati, qui en recense à peine 70000, dispersés dans des îlots du Pacifique Sud? La langue de Shakespeare, le thé avant le petit-déjeuner, la valeur des diplômes d'Oxford et de Cambridge, ainsi que le système parlementaire copié sur la Chambre des communes ne créent pas nécessairement d'atomes crochus.

De surcroît, malgré son nom qui signifie littéralement « richesse commune », le Commonwealth n'est pas une entité économique. Sa part dans le PIB mondial est bien trop négligeable pour permettre à l'ex-puissance tutélaire de compenser les effets négatifs du Brexit.

(Adapté)



L'Angleterre secouée par l'affaire Gary Lineker, présentateur et star du foot évincé par la BBC

Télérama

13 mars 2023

L'Angleterre a vécu un samedi historique. Plus grave que la déculottée reçue face au XV de France (10-53) ce 11 mars 2023, l'émission de foot du week-end, *Match of the day (MOTD)*, véritable institution de l'autre côté de la Manche, ne s'est pas déroulée comme prévu pour la première fois depuis cinquante-neuf ans. À la place du plateau habituel et de son équipe de consultants chevronnés, la BBC s'est contentée de résumés des matchs du jour condensés en vingt-cinq minutes. Rebelote le lendemain, dimanche.

La cause ? L'éviction de l'antenne de son présentateur vedette et ancienne gloire du foot britannique Gary Lineker, 62 ans, coupable de « *violation des règlements internes de la chaîne* », selon la BBC. Mais qu'a donc fait l'ancien avant-centre et capitaine de l'équipe d'Angleterre pour mériter ce carton rouge ? Un tweet le 7 mars où la star anglaise réagissait au projet de loi du gouvernement conservateur visant à empêcher les migrants arrivant par la Manche de demander l'asile au Royaume-Uni. « *Une politique cruelle à destination des plus vulnérables, dans un langage qui n'est pas différent de celui utilisé par l'Allemagne dans les années 1930.* » L'ex-footballeur, très actif sur les réseaux sociaux où il est suivi par près de 9 millions de personnes, a pris l'habitude de réagir régulièrement sur l'actualité et de défendre des opinions « progressistes ».

Mais cette fois, dans un contexte particulièrement tendu sur les questions d'immigration, le tackle a pris une ampleur considérable et assez inattendue. Les politiques d'abord, et en premier lieu les Conservateurs, ont peu goûté la comparaison. Au milieu du flot de réactions, on retiendra celle du ministre des Affaires étrangères, James Cleverly, invitant Gary Lineker à « *lire les livres d'histoire un peu plus attentivement. La simple vérité est que le Royaume-Uni est un pays accueillant et hospitalier* ».

Mais l'affaire, car c'en est une, ne s'arrête pas là. Le vendredi 10 mars, donc, inquiète de la réaction suscitée, la BBC décide de « *mettre en retrait* » son présentateur star. Ce dernier, contacté par les patrons de la chaîne publique, aurait refusé de retirer ses propos et de présenter ses excuses. Pis : sur un tweet quelques minutes avant l'annonce de son retrait, il affirmait les assumer et déclarait, comme un pied de nez, avoir hâte d'être au samedi (jour de l'émission).

Voilà Gary sur la touche.

Du jamais-vu, en vingt-quatre ans, depuis qu'il officie à la tête de cette émission. Une décision, un affront qui va déclencher une avalanche de réactions, de messages de soutien et même un appel au boycott (#BoycottBBC) relayé par des milliers de signataires. Autre initiative surprenante, l'apparition d'une immense photo de Gary Lineker lors du concert londonien du DJ

britannique Fatboy Slim, suivie du message « *énorme respect* » et accompagnée du hastag #ImWithGary.

Dans un élan de solidarité pas forcément attendu, ses collègues, consultants et journalistes ont décidé de ne pas participer à l'émission et à sa préparation. Le monde du foot n'est pas en reste puisque douze clubs de Premier League (première division anglaise) ont fait savoir qu'ils ne répondraient pas aux interviews de la chaîne.

Le coup est rude pour la BBC, désormais pointée du doigt, qui doit faire face aux accusations de collusion avec le pouvoir et de ne pas garantir la liberté d'expression au sein de ses antennes. L'opposition travailliste a même réclamé la démission du président du groupe, Richard Sharp, ancien banquier d'affaires proche du milieu conservateur, nommé en 2021... sur conseil du gouvernement. « *Le gouvernement conservateur sape la BBC depuis plusieurs années, notamment par ses nominations* », a déclaré Ed Davey, le leader des Libéraux-Démocrates.

Dimanche 12 mars, au pic de la tempête et alors que le *Sunday Express* titrait « *black-out à BBC Sport* », Tim Davie, le directeur de la chaîne, jouait les pompiers de service, appelant à « *régler la situation dans le calme* » et souhaitant que « *Gary revienne à l'antenne* ». Calme ? Quelques heures plus tard, la BBC a annoncé que le format réduit, sans présentateur ni consultants, du week-end avait rassemblé plus de 2,5 millions de téléspectateurs, soit environ 500 000 de plus que la semaine précédente avec Gary Lineker.

Finalement, c'est le présentateur lui-même qui, ce lundi midi 13 mars, semble avoir sifflé la mi-temps en annonçant, toujours sur son compte Twitter, son retour. « *Je présente le sport sur la BBC depuis près de trois décennies et je suis immensément fier de travailler avec le diffuseur le meilleur et le plus juste au monde. J'ai hâte de retourner dans le fauteuil de MOTD samedi.* »

Mais il ne s'arrête pas là. Trop simple. « *Aussi difficiles qu'aient été les derniers jours, cela ne se compare tout simplement pas à devoir fuir sa maison à cause de la persécution ou de la guerre pour chercher refuge dans un pays lointain. C'est réconfortant d'avoir vu l'empathie de tant d'entre vous envers [le] sort [des migrants].* »

Fin du match ?



Présidentielle américaine 2024 : Ron DeSantis veut battre Donald Trump mais sa stratégie interroge

Huffington Post
24 avril 2023

Il ne s'est même pas encore déclaré candidat et pourtant, il est déjà vu comme le principal opposant à Donald Trump dans la bataille des primaires républicaines pour la présidentielle de 2024. Ron DeSantis, le jeune gouverneur de Floride, veut incarner le futur du parti face à l'ex-président de 76 ans embourbé dans les affaires... Mais tout ne semble pas encore gagné.

Attaques contre Disneyland et sa « culture woke », limitation du droit à l'avortement, élargissement du droit au port d'arme, expulsion par avion de migrants vers l'île huppée de Martha's Vineyard... Depuis des mois Ron DeSantis, catholique marié et père de deux enfants, tente d'incarner le parfait candidat républicain, un Donald Trump sans les scandales pour conquérir le cœur des électeurs les plus à droite.

Autre terrain sur lequel le républicain de 44 ans aime jouer : l'éducation. Ce mercredi 19 avril, il a d'ailleurs étendu à tous les niveaux scolaires de son État sa très controversée loi surnommée « Don't Say Gay » (Ne parlez pas des gays), qui interdit l'enseignement de sujets en lien avec l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

Ces politiques sulfureuses, ajoutées à sa lutte très peu contraignante contre Covid, ont conquis les habitants de Floride qui l'ont réélu lors des *midterms* de novembre dernier avec près de 60 % des voix. Un raz-de-marée, alors qu'il avait remporté l'élection d'un cheveu quatre ans plus tôt... notamment grâce au soutien de Donald Trump.

La machine DeSantis, si efficace au niveau local, semble toutefois se gripper ces dernières semaines au-delà des frontières du *Sunshine State*. Le 15 avril dernier, le riche entrepreneur et donateur républicain Thomas Peterffy a annoncé dans le *Financial Times* avoir renoncé temporairement à aider financièrement Ron DeSantis « à cause de ses positions sur l'avortement et l'interdiction de certains livres » dans les écoles.

Il faut dire que la stratégie du gouverneur de Floride, très ancrée à droite afin de siphonner les supporters les plus radicaux de Donald Trump, pourrait se retourner contre lui au moment de convaincre les Américains plus modérés. C'est ce que montre un sondage de l'agence de presse Reuters avec Ipsos paru fin mars.

Ce dernier révèle que seulement un tiers des électeurs soutiendrait un prétendant à la Maison Blanche qui défendrait des restrictions sévères en matière d'avortement et autoriserait le port d'arme sans licence. « Si un candidat mène sa campagne avec ces thèmes-là, les démocrates auront un avantage » à la présidentielle, tranche William Frey, un expert des sondages membre du cercle de réflexion Brookings Institution, interrogé par Reuters.

« DeSantis fait du Trump radical, notamment en menant sa guerre culturelle contre Disney, ce qui n'est d'ailleurs pas forcément un pari gagnant. Ce qui est sûr en revanche, c'est que ça va poser problème au niveau des élections générales », confirme au *Huffpost* Jérôme Viala-Gaudefroy, chargé de cours à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye et spécialiste des États-Unis.

Avant même l'élection générale, l'homme d'affaires Thomas Peterffy s'interroge déjà sur la capacité de Ron DeSantis à battre Donald Trump aux primaires républicaines. Selon le milliardaire, le gouverneur de Floride aurait *« perdu une partie de l'élan »* qui faisait de lui un si bon candidat face à l'ancien président.

Les deux graphiques ci-dessous, réalisés par l'institut de sondage The Morning Consult, résument parfaitement la situation. Sur la pente ascendante depuis mai 2021 et encore plus après son énorme succès aux *midterms*, Ron DeSantis (en bleu sur le deuxième tableau) n'a pas réussi à transformer l'essai. Au contraire, l'écart se creuse avec l'ancien président (en rouge) qui domine toujours très largement la course malgré son arrestation dans l'affaire Stormy Daniels.

« Si une partie du parti veut se débarrasser de Trump, qui est une machine à perdre, la base pro-Trump adhère encore complètement à ses idées. Il pourrait être mis en examen dans le futur et cela lui serait encore bénéfique, car son discours de victimisation marche très bien auprès de son électorat », explique Jérôme Viala-Gaudefroy.

C'est dans ce contexte que Thomas Peterffy a avoué être *« plus réticent »* à soutenir Ron DeSantis. *« (Mes amis et moi) attendons de voir qui, parmi les candidats aux primaires, est le plus capable de gagner l'élection générale, pour lui donner toute la puissance de feu que nous pouvons »,* a-t-il donc décidé. Et il n'est pas le seul à s'interroger sur la capacité du gouverneur à faire face à l'ouragan Trump.

Pour l'instant, aucun élu républicain de Floride au Congrès américain ne lui a apporté son soutien. Pire, quatre ont choisi le camp du *« Make America Great And Glorious Again »*. De quoi affoler l'équipe du potentiel candidat, qui a appelé directement plusieurs d'entre eux afin de stopper l'hémorragie, comme l'a révélé NBC le 13 avril.

Cette fuite pourrait peut-être prendre fin avec l'annonce de sa candidature officielle, attendue en mai, voire en juin. Donald Trump a de son côté bien compris la menace que représentait DeSantis, une de ses stratégies d'attaque consistant à le surnommer *« Meatball Ron »* (Ron boulette de viande) ou *« Ron DeSanctimonious »* (Ron l'hypocrite). La guerre entre les deux hommes est déjà déclarée.



Les mensonges de Boris Johnson étalés au grand jour

Le Monde

17 juin 2023

C'est désormais officiel : Boris Johnson a menti, délibérément et de manière répétée dans l'enceinte du Parlement britannique en affirmant, entre fin 2021 et mi-2022, que « *les règles ont été suivies à tout moment* » à Downing Street pendant la pandémie, alors que les fêtes d'anniversaire et autres pots de départ qui s'y tenaient à l'époque violaient les règles du confinement. Voici l'accablante conclusion à laquelle a abouti le « comité des privilèges », la commission disciplinaire de Westminster, dans un rapport sur le « partygate » publié jeudi 15 juin.

La teneur de ce rapport ne constitue pas une surprise pour l'ex-premier ministre conservateur : il a provoqué sa démission du Parlement, vendredi 9 juin. Boris Johnson a préféré partir de lui-même, prétendant être victime d'une « *chasse aux sorcières* » et injuriant la commission (en la qualifiant de « *tribunal fantoche* »), plutôt que de subir l'humiliation d'une sanction et d'un probable rejet par les électeurs de sa circonscription d'Uxbridge (ouest de Londres).

Cette sortie tonitruante a certainement aggravé son cas aux yeux du comité. Présidé par une députée travailliste, Harriet Harman, mais à majorité conservatrice, il a constaté que M. Johnson avait non seulement « *outragé* » à de multiples reprises le Parlement en mentant sur les fêtes alors qu'il connaissait leur existence et savait qu'elles violaient les règles, mais aussi en « *participant à une campagne d'intimidation* » contre l'institution.

Le comité a recommandé une suspension de la Chambre des communes de quatre-vingt-dix jours pour M. Johnson (toute théorique puisqu'il a démissionné), mais il a aussi proposé qu'il ne puisse pas bénéficier, contrairement à l'usage pour les ex-députés, d'un laissez-passer pour accéder au palais de Westminster.

Outrager le Parlement est, au Royaume-Uni, une des pires fautes qu'un député puisse commettre à la Chambre des communes. « *Notre démocratie repose sur la capacité des élus à croire ce que leur disent les ministres* », rappelle le comité dans son rapport. Boris Johnson est le premier locataire de Downing Street de l'histoire à être condamné pour avoir délibérément menti au Parlement. Il rejoint la liste infamante des élus accusés d'outrage, aux côtés du ministre de la guerre John Profumo, poussé à la démission au début des années 1960 pour avoir menti sur sa relation extraconjugale avec une jeune mannequin.

Boris Johnson qualifiait encore jeudi le rapport de « *farce* » et assurait être victime d'un « *assassinat politique* ». Il a même, sans preuves, accusé Bernard Jenkin, un député tory membre du comité, d'avoir, lui aussi, participé à une fête d'anniversaire durant le confinement et d'être « *monstrueusement hypocrite* ».

Pour les adversaires et critiques du trublion de la vie politique britannique, le rapport confirme qu'il est un menteur compulsif et qu'il n'aurait jamais dû se retrouver à une telle position de pouvoir. « *Je me sens étrangement émue à la lecture du rapport [du "comité des privilèges"] tellement soulagée que la p... de vérité soit enfin énoncée !* », tweetait ainsi Caroline Lucas, l'unique députée Verte de Westminster.

Le Parti travailliste réclame désormais que l'ex-dirigeant rembourse les frais d'avocat (245 000 livres sterling, soit environ 286 000 euros) dépensés pour le défendre face au comité et pour l'heure pris en charge par les contribuables. Les libéraux-démocrates veulent qu'il soit privé de son indemnité d'ex-premier ministre (115 000 livres par an). Côté conservateurs, les soutiens se font désormais très rares : seule une poignée d'élus osaient encore défendre M. Johnson jeudi, tels Jacob Rees-Mogg et Michael Fabricant, deux fidèles qu'il a tout récemment anoblis, ou Nadine Dorris, son ex-ministre de la culture, qu'il a tenté (en vain) de faire entrer à la Chambre des lords.

Il faut dire que le « comité des privilèges » a menacé de sanctions disciplinaires tous les élus qui oseraient, eux aussi, le dénigrer pour voler au secours de M. Johnson. Un vote est prévu sur le rapport lundi 19 juin. Même si une partie des députés conservateurs pourraient s'abstenir, il devrait être adopté, scellant peut-être définitivement la carrière politique de M. Johnson. Selon un sondage éclair réalisé par l'institut Savanta jeudi, 47 % des personnes interrogées estiment que sa carrière politique est finie, 40 % que non (13 % ne se prononcent pas).

(...)

L'embarras des conservateurs réjouit l'opposition. Le chef du Parti travailliste, Keir Starmer, a ainsi appelé Rishi Sunak à « *faire preuve de leadership et à se rendre au Parlement pour voter et montrer où il se positionne sur cette question* ». Les Tories pourraient payer cash cette situation inextricable. Dans les prochaines semaines, ils devront tenter de garder le contrôle de quatre circonscriptions, trois autres députés ayant démissionné en plus de Boris Johnson.

Même si ces quatre élections partielles ne bouleverseront pas l'arithmétique de la Chambre des communes, où les Tories gardent soixante sièges de majorité, elles risquent de confirmer la faiblesse d'un parti aujourd'hui distancé de 15 à 20 points dans les sondages par le Labour. Un retard considérable, à un an des élections générales au Royaume-Uni.

(Adapté)



L'Amérique : méconnaissable mais allié indispensable

Les Echos

19 juin 2023

Il est une plaisanterie sérieuse qui court à Washington. Le prochain président des Etats-Unis pourrait diriger le pays, c'est-à-dire par exemple, faire son discours sur l'état de l'Union ou s'adresser à l'Assemblée générale des Nations unies... de sa prison.

Les juges ne semblent pas nuire à la popularité de Donald Trump auprès de ses partisans. Bien au contraire. Plus les charges s'accumulent contre lui, plus les sondages lui sont favorables. La formule classique « Peut-on confier l'avenir du monde à des électeurs américains ? » est plus que jamais d'actualité. Les élections présidentielles de 2024 sont sur ce plan les plus importantes peut-être que le monde va connaître, depuis celles de novembre 1940, qui virent la réélection de Roosevelt et la défaite du candidat républicain Wendell Willkie. Encore fallut-il Pearl-Harbor pour que l'Amérique s'engage pleinement dans la Seconde Guerre mondiale. Ce qui est en cause aujourd'hui, derrière la multiplication des procès contre Trump, n'est rien moins que le statut international de l'Amérique, sa légitimité, sa crédibilité.

Peut-on confier sa sécurité et plus globalement son avenir à un pays à ce point divisé sur les fondamentaux, un pays où un ancien président - et qui veut le redevenir - est accusé d'avoir gardé, sinon partagé, des documents ultra-confidentiels, mettant ainsi en danger peut-être, la vie de nombreuses personnes dans le monde ? D'un côté un clown dangereux et agressif, de l'autre un président qui n'a rien à se reprocher et dont le bilan est plus que globalement positif, mais qui fait son âge et même un peu plus. Se peut-il que la première puissance militaire et économique mondiale n'ait d'autre choix à offrir que celle d'être représentée par l'un de ces deux hommes ?

Et l'hyperpolarisation de la société américaine ne se limite pas à l'opposition entre républicains et démocrates. Elle se double d'une division au sein de chaque camp. Ainsi, l'aile la plus extrême du parti républicain ne se résigne-t-elle pas au compromis passé sous la houlette du président de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, qui a permis à l'Amérique d'éviter le « défaut de paiement ». Côté démocrate, même si les divisions semblent moins criantes, on a l'impression que l'aile gauche du parti ne fait pas toujours la différence entre Biden et Trump. Elle se comporte souvent, pour aller à l'essentiel, comme une version américaine de la Nupes.

La « nation indispensable » pour reprendre la formule de l'ancienne secrétaire d'Etat de Bill Clinton, Madeleine Albright, n'inquiète plus ses alliés, comme au début des années 2000, ou il y a plus longtemps encore, lors de la guerre du Vietnam, par son aventurisme interventionniste. Elle les inquiète surtout par ce qu'elle est devenue. Autrement dit, ce n'est pas ce que fait l'Amérique qui est préoccupant - les tentations protectionnistes exceptées - (et ce n'est pas négligeable), c'est ce qu'elle est : son essence beaucoup plus que ses performances.

Une nation au bord de l'implosion, un pays en proie à la violence raciale et sociale, où les meurtres par armes à feu se comptent chaque année par dizaines de milliers (à titre de comparaison, il y a moins d'une dizaine de morts par balles annuellement au Japon). Un pays enfin où les infrastructures sont dans un tel état que des ponts ou des autoroutes s'effondrent à intervalle régulier, du fait du simple poids des ans et de l'absence d'entretien adéquat.

Mais au moment où la Russie et la Chine (la première plus directement que la seconde) menacent l'équilibre des continents européen et asiatique, existe-t-il des alternatives sérieuses à la protection américaine ? La démocratie en Amérique est dysfonctionnelle, mais les Etats-Unis demeurent la protection ultime, et pour le moment unique, face à la montée des autoritarismes. Dénoncer les faiblesses de l'Amérique, mettre en avant les atouts de l'Europe et de l'Asie (non chinoise) est légitime, mais insuffisant. Face à une Amérique « au bord de la crise de nerfs », il convient de faire preuve de lucidité et de réalisme.

(...)

Notre inquiétude sur le devenir de l'Amérique est justifiée. Certains, qui croyaient bien la connaître, ne la reconnaissent plus du tout. Pour autant, dans l'univers toujours plus dangereux qui est le nôtre, la nation méconnaissable demeure - en dépit d'elle-même sans doute - la nation indispensable.

(Adapté)

ESSEC BUSINESS SCHOOL

Concours 2023

Textes Anglais LVB

Un échantillon des articles présentés aux candidats



AI is the end of writing

The Spectator
10 January 2023

Unless you've been living under a snowdrift for the past six months, you'll have heard of the voluble, dutiful, inexhaustible chatbot called ChatGPT, which has gone from zero users to several million in the two wild weeks since its inception.

Speculation about ChatGPT ranges from the curious, to the gloomy, to the seriously angry. Some have said it is the death of Google, because it is so good at providing answers to queries – from instant recipes comprising all the ingredients you have in your fridge right now to the definition of quantum physics in French (or Latin, or Armenian, or Punjabi).

Others go further and say ChatGPT and its inevitably smarter successors spell the instant death of traditional education. How can you send students home with essay assignments when they can tell their laptop: 'Hey, ChatGPT, write a 1,000-word essay comparing the themes of Fleabag and Macbeth' – and two seconds later, *voilà*? Teachers and lecturers, like a thousand other white-collar professions, are about to be impacted, in bewildering ways, by the thinking machines.

I've done writing of all kinds for several decades, from travel journalism to literary fiction to thrillers. And I have to say: we are screwed. By which I mean: we, the writers. Writing is over. It's time to pack away your quill, your biro, and your shiny iPad: the computers will soon be here to do it better.

Here are the reasons for my ultra-gloom. All writing is an algorithm: 'a process or set of rules to be followed in calculations or other problem-solving operations'. The fundamental problem to be solved in writing is how to impart information in the form of words.

Computers are good at algorithms. It's their thing. Given enough data to train on (e.g. all the words ever written on the internet) computers can get really good at running the algos¹ of language. Of course, there are multiple, complex, layered, interlinked algorithms in most writing. Some have to follow the algorithms of story, some have to follow the algorithms of academia, or the haiku, Python code, divorce documents, or verse drama. But they are all combos² of algos, and therefore all, ultimately, prone to automation.

¹ algorithms

² combinations

Now read across to my profession: mystery/thriller writing. I know this craft is all about algorithms, because I've learned this on the job (what works, what doesn't) and I have read all the books about classic storytelling. These algorithms surround narrative pattern: beginning-middle-end, but there are also rules about the identification of heroes/villains, the disclosure of concealed information, variations of pace and drama, and so on. All algos – and all do-able by machine. And this applies to the apex of the genre: Agatha Christie's *And Then There Were None* is one of the best-selling books in history. Because it is a deeply satisfying, brilliantly constructed puzzle. A mathematical puzzle.

The machines will come for much academic work first – essays, PhDs, boring scholarly texts. Fanfic is instantly doomed, as are self-published novels. Next will be low-level journalism, copywriting, marketing, legalese, tech writing; then high-level journalism will go, along with genre fiction, history, biography, screenplays, TV drama, drama, until eventually a computer will be able to write something like *Ulysses*, only better. The only prompt will be 'write a long amazing novel on whatever'.

Will any writers survive? Memoir and travel writing might be OK because computers can't go to war, get addicted or sip excellent mojitos in the Maldives. Perhaps there will be a genre of resistance literature, stuff that has a radical emotional value. We still buy rough artisanal pottery, and admire wobbly vernacular architecture, because of the deep human emotions embodied.

But this is seriously niche. For the rest of us, the verdict is bad, sad and terminal. 5,000 years of the written human word, and 500 years of people making a life, a career, and even fame out of those same human words, are quite abruptly coming to an end.



Amazon strikes: Workers claim robots are treated better

BBC.com

25 January 2023

Amazon workers are staging the first ever UK strike against the online giant on Wednesday in a protest over pay. Members of the GMB union are walking out at Amazon's Coventry warehouse over what they call a "derisory" 50p an hour pay rise.

Workers told the BBC about "severe" conditions, claiming they are constantly monitored and upbraided for "idle time" lasting just a few minutes.

Amazon said it has a system "that recognises great performance". A spokesman said it "also encourages coaching to help employees improve if they are not meeting their performance goals". But two Amazon workers, who are members of the GMB, said the robots in the warehouse "are treated better than us".

Darren Westwood and Garfield Hilton described to the BBC how even a trip to the toilet can lead to questions by managers. "The thing with stopping work is that they want to know why," said Mr. Hilton. "So if the time is beyond a couple of minutes they can see it on the system."

Mr. Hilton, who has diabetes, said it is not always possible to find toilets close by in the building and the process of locating one and returning can sometimes take upwards of 15 minutes.

"They will then question you, 'what were you doing?'"

The men said that managers track staff performance, and time that is not spent scanning items is accrued. Workers at the Coventry warehouse scan stock which is sent out to Amazon fulfilment centres, to be shipped to consumers. Instead of scanning, workers might be asked to handle pallets. "So when there's problems with a pallet or a box, that time will accrue," said Mr. Westwood.

A spokesman for Amazon said: "Performance is only measured when an employee is at their station and logged in to do their job. "If an employee logs out, which they can do at any time, the performance management tool is paused."

But Mr. Westwood and Mr. Hilton said working conditions are taking a toll on their colleagues, some of whom are working 60-hour weeks to keep up with the cost of living.

Mr. Hilton said that he has seen workers falling asleep on the short bus ride to Amazon's warehouse. "There's a huge amount of them in the building virtually in ghost mode."

He said Amazon wants "every minute in that building to be maximised".

In August, Amazon offered workers a 50p per hour payrise. A spokesman for Amazon said: "We appreciate the great work our teams do throughout the year and we're proud to offer competitive pay which starts at a minimum of between £10.50 and £11.45 per hour, depending on location."

He said this marked a 29% increase in the minimum hourly wage paid to Amazon employees since 2018.

But union members want to be paid £15 an hour. Mr. Westwood said the 50p offer was "a smack in the mouth".

"These people had worked two years through the pandemic that had seen Amazon's shares go through the roof. They had seen the profits just become unimaginable," he said.

Amazon's global sales and profits soared as Covid restrictions forced people to shop online. Between 2019 and 2020, profits nearly doubled to \$21.3bn (£17.2bn) and rose again the following year to \$33.3bn. Growth has been uneven since economies have reopened and after taking on thousands of staff since 2019, Amazon is now laying off 18,000 workers worldwide.

Mr. Westwood said "people might think we're being greedy" by asking for £15 an hour. But he pointed to Jeff Bezos, Amazon's founder, executive chairman and space adventurer, who has a \$120bn fortune according to Forbes magazine.

"We don't want his boat or his rockets," said Mr. Westwood. "We just want to be able to live. I just want to be able to pay my bills at the end of the week. That's all we're asking for."

(Adapted)



Losing their religion: why US churches are on the decline

The Observer
22 January 2023

Churches are closing at rapid numbers in the US, researchers say, as congregations dwindle across the country and a younger generation of Americans abandon Christianity altogether – even as faith continues to dominate American politics.

As the US adjusts to an increasingly non-religious population, thousands of churches are closing each year in the country – a figure that experts believe may have accelerated since the Covid-19 pandemic.

The situation means some hard decisions for pastors, who have to decide when a dwindling congregation is no longer sustainable. But it has also created a boom market for those wanting to buy churches, with former houses of worship now finding new life.

About 4,500 Protestant churches closed in 2019, the last year data is available, with about 3,000 new churches opening, according to Lifeway Research. It was the first time the number of churches in the US hadn't grown since the evangelical firm started studying the topic. With the pandemic speeding up a broader trend of Americans turning away from Christianity, researchers say the closures will only have accelerated.

"The closures, even for a temporary period of time, impacted a lot of churches. People breaking that habit of attending church means a lot of churches had to work hard to get people back to attending again," said Scott McConnell, executive director at Lifeway Research.

"In the last three years, all signs are pointing to a continued pace of closures probably similar to 2019 or possibly higher, as there's been a really rapid rise in American individuals who say they're not religious."

Protestant pastors reported that typical church attendance is only 85% of pre-pandemic levels, McConnell said, while research by the Survey Center on American Life and the University of Chicago found that in spring 2022 67% of Americans reported attending church at least once a year, compared with 75% before the pandemic.

But while Covid-19 may have accelerated the decline, there is a broader, long-running trend of people moving away from religion. In 2017 Lifeway surveyed young adults aged between 18 and 22 who had attended church regularly, for at least a year during high school. The firm found that seven out of 10 had stopped attending church regularly.

Some of the reasons were "logistical", McConnell said, as people moved away for college or started jobs, which made it difficult to attend church. "But some of the other answers are not so

much logistics. One of the top answers was church members seem to be judgmental or hypocritical. And so the younger generation just doesn't feel like they're being accepted in a church environment or some of their choices aren't being accepted by those at church."

A study by Pew Research found that the number of Americans who identified as Christian was 64% in 2020, with 30% of the US population being classed as "religiously unaffiliated". About 6% of Americans identified with Judaism, Islam, Hinduism and Buddhism.

"Since the 1990s, large numbers of Americans have left Christianity to join the growing ranks of US adults who describe their religious identity as atheist, agnostic or 'nothing in particular'," Pew wrote. "This accelerating trend is reshaping the US religious landscape."

In 1972 92% of Americans said they were Christian, Pew reported, but by 2070 that number will drop to below 50% – and the number of "religiously unaffiliated" Americans – or 'nones' will probably outnumber those adhering to Christianity.

Stephen Bullivant professor of theology and the sociology of religion at St Mary's University, said most other countries saw a move away from religion earlier than the US, but the US had particular circumstances that slowed things down.

"Canada, Britain, France, Australia, New Zealand, the 'nones' rise much earlier, the wake of the 1960s the baby boom generation, this kind of big, growing separation of kind of traditional Christian moral morality," Bullivant said. "What happens in America that I think dampens down the rise of the 'nones' is the cold war. Because in America, unlike in Britain, there's a very explicit kind of 'Christian America versus godless communism' framing, and to be non-religious is to be un-American."

(Adapted)



Trouble at Tesla: the end of a golden age of growth?

Financial Times
January 6 2023

Paul English is the kind of serious Tesla fan who helped make Elon Musk, for a brief period, the richest person in the world. The Boston-based tech entrepreneur, co-founder of travel website Kayak, bought his first Tesla in 2013, went on to invest in the company three years later and now drives a more recent Model 3. But after witnessing the Tesla's chief executive's behaviour since his acquisition of Twitter late last year — including Musk's brutal treatment of staff as he set about cutting about half the social media company's workforce — English says he is not certain he will buy another Tesla.

Musk "made a massive misjudgment", he says. "Teslas were largely bought by people who like change and new things. That's typically people who are educated, and people who are liberal. Guess what educated, liberal people don't like? Bullies."

Musk's Twitter takeover did not go down well on Wall Street, which feared the chaos and political polarisation it unleashed would tarnish the automaker's brand and distract him at a critical time. A Tesla stock price slide that began in the autumn turned into an avalanche; shares are now 73 per cent below their peak of a little more than a year ago. Musk himself is \$200bn poorer.

But while the drama at Twitter dominates the headlines, a profound change in Tesla's outlook is also under way. A resoundingly successful period in which the company's value peaked at nearly \$1.3tn and after-tax profits were projected to hit almost \$13bn in 2022 has rapidly given way to a darker economic picture. The main worry of Tesla's investors has swung from how the company can produce enough cars to meet demand, to where it will find enough customers to justify its sharply rising production.

Is this the end of Tesla's golden age of growth — not to mention Musk's charmed life as a revered innovator and champion of a sustainable energy future?

Or, as Tesla's fans claim, will the economic downturn actually boost the company's lead over the rest of the electric vehicle world, bringing Musk a step closer to his goal of dominating a new auto industry founded on EVs?

Although Musk's Twitter diversion has catalysed Wall Street's rethink on Tesla, there is little evidence it has had a direct impact on vehicle sales.

Out of “well over 1,000” people who bought Teslas last year from Octopus EV, a specialist electric lease company that operates in the UK and US, only two customers switched to another brand over the Twitter issue, according to chief executive Fiona Howarth.

She adds, though, that it is still notable, given the outsized brand loyalty the company has always enjoyed. A survey by Morning Consult found that between October and November, the share of US adults with a favourable view of Tesla fell by six percentage points. Among Democrats, who are likelier to be EV customers, it fell by 20 points.

Musk could hardly have tarnished his own company’s brand at a worse time. Higher inflation and rising interest rates have combined to leave many potential customers worse off, while also increasing the cost of financing a new vehicle. That follows a series of price increases Tesla pushed through during the pandemic, as the cost of materials rose and ample demand presented an opportunity to pad margins.

What Tesla does next will help determine where its share price ultimately ends up.

For the believers, there could be no better time to double down. Galileo Russell, a member of Tesla’s army of loyal personal investors, says that although he found the Twitter controversy “frustrating”, he is planning to add to his Tesla position for the first time in more than three years.

Musk has been underestimated before, he says, and the current souring on Wall Street is no different. “The media like to think Elon’s cancelled and this will ruin Tesla,” he says. “But the silent majority still supports him.”



SNP leadership: The perils of mixing politics and faith

BBC News
22 February 2023

"We don't do God."

That, famously, was how Labour spin doctor Alastair Campbell intervened to stop his boss, Tony Blair, from answering a journalist's question about religion.

Mr Campbell later insisted he had simply been trying to bring a lengthy interview to a close, but the quote has nonetheless become emblematic of the perceived perils of mixing politics and faith. Had Kate Forbes taken Mr Campbell's advice, her campaign to become Scottish National Party leader and first minister of Scotland might not be struggling to get off the ground.

Instead, her uncompromising stance on the morality of gay marriage has prompted key backers to withdraw their support.

Same sex marriage has been legal in Scotland since 2014, the same year it was legalised in England and Wales.

In 2014, three-quarters of SNP supporters indicated that they were in favour of gay marriage, along with two-thirds of Labour supporters and just over half of Conservative voters.

Prof Curtice, of the University of Strathclyde, added that more recent evidence suggested support for gay marriage "may be even higher now".

So why was Kate Forbes so bold about stating views which are apparently so unpopular?

Perhaps, as a woman of deep faith, she felt it was her obligation to do so - that the Bible's teachings could not be dismissed and were not a matter for negotiation.

In that sense, argue her supporters, she could be said to have demonstrated integrity and honesty.

Ms Forbes told me that, as a member of the Presbyterian Free Church of Scotland, she practises "the teachings of most mainstream religions - whether that's Islam, Judaism, Christianity - that marriage is between a man and a woman".

She went on to insist that as a "servant of democracy" she would defend the legal right to gay marriage "to the hilt", even though she would have voted against the bill which codified that right had she been an MSP in 2014.

So is Ms Forbes being demonised by an illiberal media? Does she have a point that her denomination - which is often described as socially conservative or even fundamentalist - is not alone in its teachings?

For Ms Forbes's staunchest critics, her views on the subject amount to saying 'I will stoutly defend a right that I would have fought to prevent you from having.'

Eilidh Douglas, a lawyer and commentator who supports independence for Scotland, told BBC Scotland that the MSP for Skye, Lochaber and Badenoch's assurance that she would protect gay rights "rings a little hollow."

The first minister, she said, sets the tone for public debate, for what is and isn't acceptable "in modern day Scotland."

"When someone says that they don't support equal marriage, they don't support my right to be married to my wife...the inescapable truth of that is that they believe that my relationship with my wife is somehow lesser."

She added: "We deserve to be represented by a first minister and by a government who fundamentally believe in the equality and dignity of all of Scotland's citizens."

One of Ms Forbes's rivals for the leadership, Humza Yousaf, is a Muslim, but he insists his faith does not dictate how he legislates.

The Scotland editor of *the Spectator*, Alex Massie, said the furore shouldn't have come as a surprise.

"Her faith is, if you like, the bedrock of her life. I think if you were to ask her to choose between membership of the Free Church and membership of the SNP, and she had to sacrifice one of those things, she would sacrifice her membership of the SNP."

Stephen Noon, chief strategist for the *Yes Scotland* campaign in 2014, and now studying for a PhD in Divinity at the University of Edinburgh, said it was possible for politics and religious belief to co-exist.

"Belief humbly held," he said, "is very different from belief held in absolute terms - belief wielded as a weapon against people."

(Adapted)



Consider the coronation arrests – and witness Britain’s slide towards authoritarianism

The Guardian
10 May 2023

Democratic freedoms are hard won and easily lost. Rights secured after generations of struggle – by citizens risking their safety, liberty and, indeed, lives – can be stripped away in weeks with barely a murmur. Such is the fate of the right to protest, which has now been redefined in the UK as a privilege that exists at the discretion of the police.

This weekend, dozens of peaceful protesters advocating republicanism – a cause backed by well over 13 million British adults – were arrested. The Metropolitan police has since expressed regret at the arrest of six of them belonging to the Republic group, including its head, Graham Smith, but it is rather too late, not least because such repressive behaviour has a chilling effect that deters others from protesting.

All six of the Republic protesters were apprehended under the new *Public Order Act*, which allows for protesters to be arrested on suspicion of intending to “lock on” – that is, to fix themselves to a target. In the case of these six arrested protesters, the “lock-on equipment” was luggage straps to gather placards. When these laws are passed, opponents who warn they will be enforced far beyond their supposed remit are accused of hyperbole and scaremongering, yet they are invariably proven correct. Unless our politicians are completely stupid, they must be aware of how frequently legislation is used to curtail peaceful protest – and therefore we must conclude this is, in part, the intent

Hungary’s far-right autocrat Viktor Orbán proudly describes his country as an “illiberal democracy”: this, too, has become the national project of our Conservative party. Such a model retains the trappings of democracy – such as regular elections – but hollows out its substance. It is a war on democratic culture. Granting police dictatorial powers over protests is integral to this process.

The Met³ has recently been found by an official inquiry to be institutionally racist, homophobic and misogynistic, and thus clearly an unfit adjudicator of democratic rights. “It was not our intention to prevent protest,” the Met now claims, despite last week declaring “our tolerance for any disruption, whether through protest or otherwise, will be low”, which sounds as menacing as it was clearly intended to be.

It is specifically this form of rightwing populism, which has afflicted countries as disparate as Brazil, India, the US and Britain, that is rotting away our democratic culture. This demagogic tendency portrays all dissent as a threat to the nation itself – and dissenters as “enemies of the people”, as the Daily Mail once notoriously labelled judges scrutinising the Brexit process.

³ The Met = The Metropolitan Police - the police force of London

History tells us that an infinitely greater threat is posed by unrestrained state power than by excessive disruption caused by peaceful protest. Authoritarian rulers, not rowdy protesters, always present a far greater potential evil. Yet our rightwing populist rulers and their media allies have succeeded in presenting demonstrators – such as those advocating tougher action to deal with the existential threat posed by the climate emergency – as the real menace to be feared.

While the *Defend the Right to Protest* campaign already exists and, commendably, targets these anti-democratic onslaughts, we clearly need a movement aimed at *restoring* a right that has been lost.

But such a movement must fight a rearguard culture war, which emphasises that in a healthy democracy, a government should fear the people, rather than vice versa.

British journalists occasionally express bafflement that the French engage in so much disruptive protest when they enjoy more generous social entitlements than other countries, without understanding the causal link.

Part of the cultural problem is that Britain is a monarchy in which an unelected head of state is considered sovereign, rather than the people, who are mere subjects – a point the arrested republicans sought to make. Unless we build this democratic culture, politicians of all stripes will continue to chip away hard-won rights, until they exist only as meaningless platitudes.



Balloons, aliens, Chinese espionage: US struggles to explain aerial encounters

Financial Times

14 February 2023

Standing at the White House podium, National Security Council spokesperson John Kirby sought to reassure the American public about the three targets the US had shot down in recent days.

“I don’t think the American people need to worry about aliens,” Kirby said about the unidentified flying objects that were taken out over the weekend — over Alaska on Friday, Canada’s Yukon on Saturday and Lake Huron in Michigan on Sunday.

Kirby was not the first US official to confront questions about extraterrestrials. A day earlier, General Glen VanHerck, head of North American Aerospace Defense Command (Norad), which has taken centre stage in recent operations, said he had “not ruled anything out” in determining the nature and origin of the objects.

The Pentagon has released some details about a suspected Chinese spy balloon that was shot down off the coast of South Carolina this month. But officials have struggled to explain a spate of aerial objects, sparking conspiracy theories and a diplomatic furore with Beijing.

Norad, known to the public mainly for its Santa tracker, scrambled jets in response to the three unexplained objects, which pilots could not identify because of the fighters’ higher relative speeds and the objects’ high altitude and size, roughly that of a small car.

Unlike with the alleged Chinese spy balloon — a 200ft tall craft with a payload the size of three school buses that spent a week over North America — Norad had less time to monitor the other objects, which were shot down relatively quickly.

US officials have said the three objects were roughly similar in size. Kirby said they appeared to have no propulsion capabilities or ability to manoeuvre and were likely “being moved by the prevailing winds”.

US and Canadian officials have stressed that they will struggle to draw conclusions until they retrieve debris from the three aircraft, an endeavour complicated by geography, terrain and treacherous weather conditions.

The White House is also facing questions about why the military is suddenly finding so many potential threats. US fighter jets under Norad shot down four objects in nine days after taking no “kinetic” action in North America over the command’s 65-year history.

Officials said part of the reason for the higher number of incidents was that Norad had enhanced its radar capabilities after the balloon incursion.

David Deptula, a retired F-15 pilot who was deputy Air Force chief of staff for intelligence, said balloons posed particular challenges for existing radar systems.

“These balloons do not have a very high radar cross-section because they are made from thin material and there is not a lot of equipment on them, so they are difficult to detect,” said Deptula.

Recent incidents should be a “wake-up call”, he added. “Just like the Air Force, Norad has been underfunded and allowed to atrophy over the past 30 years.”

Dennis Wilder, former head of China analysis at the CIA, said the US had been exposed by its inattention to potential threats in “near space” — roughly the area between 12 and 60 miles above sea level — as China increased activity.

“Everyone has been thinking about space as a big deal and so people have not been as focused on ‘near space’,” said Wilder. “This is partly because we haven’t been thinking about near space so much ourselves.”

(Adapted)



Dear Nadhim Zahawi: here's what patriotic British millionaires do – we pay our proper taxes

The Guardian
25 January 2023

Let's be clear at the outset – the latest Nadhim Zahawi scandal isn't just a tradesman forgetting to put a few jobs through the books. This is the man who was in charge of taxation, who by his own admission has been "careless" in abiding by the rules he was appointed to oversee. The stance of HM Revenue and Customs, in concluding that the deficiency was "careless and not deliberate", also fails to impress.

The very least that we should be able to expect from a Chancellor of the Exchequer is that they are assiduous in complying with their own rules, but then Zahawi was appointed by Rishi Sunak, a prime minister whose family also made use of convenient provisions only available for the very richest people.

These aren't just small slip-ups – they are symptoms of a governing political elite that is rotten to its core; symptoms of politicians who think they don't have to play by the same rules as their electorate. Each time this government is caught out for antisocial conduct and fails to sanction its own, it sends a message that antisocial behaviour is OK. It is not. Being "careless" in relation to paying tax due isn't just a bit cheeky, it doesn't make you a smart businessman. But that's the message that this government seems to portray.

Paying tax pays for our NHS, cares for our pensioners, educates our kids and defends our country. It is not optional, and those with wealth are in the privileged position to contribute more. Those who then fail to pay or are "careless" about paying their legally required share need to be called out as unfit to govern.

The low-tax, small-state dogma that this government is still blindly clinging to is not only old, discredited economics, it is irresponsible and contrary to family values. It lets down our ageing population and it totally lets down our young people. We require a government that steps up and tackles the multiple crises facing the British people – from dangerous climate change to the cost of living, energy, health and social care crises.

We need a government that treats tax as vital investment, not a dirty word. We need a government that stops treating taxing the wealthiest people in society as off the cards. For too long we have expected too little from ultra-wealthy people, assuming that they have to be pandered to; that we shouldn't ask too much of them or they'll pack up their toys and leave in a huff. That's not good enough. We don't accept that attitude from our kids so we shouldn't accept it from wealthy people, or the political elite setting the rules in their favour.

We are asking more and more of the working people who are holding our society together. It is the social structure, public services and workers of the UK that have made our wealth and made the UK a great place to live. Those of us with wealth can and should be required to invest more through taxation.

The wealthiest in society (including you and me, Rishi) are the only people with the ability to invest at the scale needed to address the multiple crises we face, and turn around our struggling NHS and creaking care system. To invest in the rapid transition needed to slow dangerous climate change and biodiversity collapse. We cannot just rely on the private sector to do that. If we could, we wouldn't be in the desperate situation we now face.

For those of us in the fortunate position to be able to afford to do so, paying more tax to invest in public wealth and welfare benefits us all. It is the patriotic thing to do – not an optional “nice to have” that people like Nadhim Zahawi can be “careless” about. There are growing numbers of Patriotic Millionaires who believe in doing the right thing, the patriotic thing, and using some of their wealth to pay more tax for the benefit of everyone. Rishi Sunak, please listen to us.

(The author Julia Davies is an environmental campaigner and philanthropist and a member of Patriotic Millionaires)



Drive for Climate Compensation Grows After Pakistan's Floods

Associated Press

October 11, 2022

Every part of Rajul Noor's life has been wrecked by this summer's massive monsoon-driven floods. The 12-year-old girl's family home is destroyed, as is the school that she loved. The friends she used to walk to school and play with are scattered, finding refuge elsewhere.

"Our whole world is underwater, and nobody has helped us," she said, speaking in the tent where she, her parents and four siblings now live in Dadu district in Pakistan's Sindh province.

Almost 100% of the district's cotton and rice crops were destroyed. More than half its primary and secondary schools were fully or partially damaged, local officials say. Boats laden with people and their belongings crisscross Dadu, past buildings still partially submerged, weeks after the rains stopped. This level of damage is repeated in towns and cities across Pakistan.

The destruction has intensified the debate over a question of climate justice: Whether rich countries whose emissions have been the main driver of climate change owe compensation for the damage that change is inflicting on poor countries like Pakistan.

It's an idea that developed nations have repeatedly rejected, but Pakistan and other developing countries are pushing for it to be seriously discussed at COP27, next month's international climate conference in Egypt.

Pakistan in many ways crystalizes the debate. Scientists have said climate change no doubt helped swell monsoon rains this summer that dumped three and a half times the normal amount of rain, putting a third of the country underwater. At least 1,300 people were killed, and 33 million people in Pakistan have been affected.

Pakistan, which contributed only 0.8% to the world's emissions, now faces damages estimated at more than \$30 billion, more than 10% of its GDP. It must repair or replace 2 million damaged or destroyed homes, nearly 24,000 schools, nearly 1,500 health facilities and 13,000 kilometers (7,800 miles) of roads. Bridges, hotels, dams, and other structures were swept away.

"These 33 million Pakistanis are paying in the form of their lives and livelihoods for the industrialization of bigger countries," Pakistani Foreign Minister Bilwal Bhutto-Zardari said on the sidelines of the U.N. General Assembly last month. Climate Change Minister Sherry Rehman went further, saying rich nations owe reparations to countries hit by climate disasters.

Developed nations have refused anything that smacks of reparations, fearing the door will open to massive climate claims against them from around the world. They agreed to give money to help poorer countries reduce emissions and adapt their infrastructure for future climate change, though they have been slow in providing the money.

But at COP26 in Glasgow last year, the United States and European Union members rejected demands for a fund to compensate poor countries for “loss and damage” — destruction already wrought by climate change.

“Bigger states are extremely concerned about liability. How long can they keep kicking the can down the road? They may at some point want to settle as the issue isn’t going to go away,” said Margeretha Wewerinke-Singh, assistant professor of international public law at Leiden University in the Netherlands.

Pakistan has two options, she said. It could go after states through an international body like the ICJ⁴. But this avenue rules out China and the U.S., two of the world’s biggest greenhouse gas emitters, as they don’t recognize the ICJ’s jurisdiction. Or it could pursue cases against governments or fossil fuel companies in national courts.

Regardless of Rehman’s statement, Pakistan’s prime minister and foreign minister have both said their country is not demanding reparations. Instead, they have spoken forcefully of rich countries’ moral obligation to help Pakistan as a victim of climate change.

(Adapted)

⁴ International Court of Justice



Keep politics out of sport? It's never been more political

The Independent
June 5, 2023

Last Sunday, just before kick-off in the final round of the season's Premier League fixtures, on the referee's whistle at every ground, every player took the knee.

Borrowed from American football as a gesture designed to demonstrate an intolerance of discrimination, going down on one knee became routine for the country's top players during the pandemic. This season, it was only rarely undertaken, reserved for special occasions. And in most stadiums, the sight of their heroes kneeling inspired a round of applause in solidarity, a sympathetic appreciation of the principles on show.

Though not everywhere. At Elland Road, where relegated Leeds United were about to play their last Premier League fixture for a while, the players' statement was soundtracked by disgruntled boos and heckling. At Leeds, for a noisy minority of the regulars, the symbolism was something they could do without. For them it signalled an unwanted intrusion of politics into their sport.

Indeed, for those who insist that sport should be a politics-free zone, these are testing times.

From Gary Lineker tweeting his views on the government's asylum policy and Novak Djokovic scribbling on to a camera lens his opinions on Kosovo, to the climate protester who smeared orange powder over the table at the World Snooker Championship and the animal rights activists gluing themselves to the Grand National fences, barely a day goes by when politics does not make ingress into our sport. And that is without even mentioning the gathering storm around trans participation in women's events.

Not that there is anything new in it: sport has long provided a megaphone for the committed to advertise their cause. Lineker showed that earlier this year when he published his tweet that compared the language used by members of the government about asylum seekers to that which was common in 1930s Germany. The former England international and Match of the Day host has built a significant following through his football and broadcasting endeavours.

But it was the hapless over-reaction by his employers at the BBC - who suspended him from presentational duties, claiming he had breached guidelines that turned out not to exist - that really gave his remarks legs. And he thoroughly enjoyed the embarrassment it brought to his critics, including the 25 Tory MPs who, while spending much of their time decrying cancel culture, demanded he be sacked from the corporation.

Few protesters, however, have Lineker's prominence. But what they can do is borrow a bit of visibility from a sporting event.

The idea is to use the moment when the focus of the world is trained on one place to raise their issue. Nothing offers an opportunity quite as much as sport. In the arena, everyone is looking. Everyone is focused. Attention is there to be seized.

It doesn't even have to be an event that has any relevance to the cause. When two Just Stop Oil protesters ran on the pitch at Twickenham during the Premiership final recently, they were not seeking a ban on rugby union. What they are after is for the world to end its dependence on fossil fuels. They were simply doing their thing where they knew the cameras were lurking.

And sure enough, they were all over that evening's television news, spreading their orange paint across the greensward.

Which means this summer, almost every grand public sporting occasion is expecting to be targeted by those seeking to make a political point. At Ascot and the Derby, at Wimbledon and The Open, security measures are being upgraded even as we speak to prevent ingress or disturbance. Everywhere, things are getting serious. Everywhere, the organisers are trying to keep politics out of sport.

(Adapted)



American children are working hazardous jobs – and it’s about to get worse

The Guardian

31 March 2023

When I was secretary of labor 30 years ago⁵, one major goal was to crack down on companies that employed children, in violation of the Fair Labor Standards Act of 1938. I remember being horrified to discover that even in the early 1990s, children who should have been in school were working, often in dangerous jobs.

The US Chamber of Commerce and other corporate lobbying groups argued that almost any minimum standard of decency at work – whether barring child labor, setting a minimum wage, or requiring employers to install safety equipment – was an intrusion on the so-called “free market” and therefore a “job killer”.

My argument was that the nation’s goal was not just more jobs; it was more *good jobs, safe jobs, jobs that allowed kids to go to school, jobs that upheld minimum standards of decency.*

In the years since then, I’ve assumed that progress was continuing on eliminating child labor in America. Sadly, I was wrong. Serious child labor violations are once again on the rise, including in hazardous meatpacking and manufacturing jobs. Children are working with chemicals and dangerous equipment. They are also working night shifts.

You might think that in the face of this mounting problem, lawmakers around the country would rush to protect these children. You’d be wrong. In fact, state legislatures are rushing in the opposite direction, seeking to weaken child labor protections.

This month, after young children were found working at a factory owned by Arkansas’s second-largest private employer, Tyson Foods, the Republican governor, Sarah Huckabee Sanders, signed legislation making it *easier* for companies to employ children – eliminating a requirement that children under 16 get a state work permit before being employed.

In the past two years, 10 states have introduced or passed legislation expanding work hours for children, lifting restrictions on hazardous occupations for children, allowing children to work in locations that serve alcohol, and lowering the state minimum wage for minors.

Why is this going on *now*? Four reasons.

Since the surge in post-pandemic consumer demand, employers have been having difficulty finding the workers they need at the wages employers are willing to pay. Rather than pay more,

⁵ Article written by Robert Reich, Secretary of Labor from 1993 to 1997 in the cabinet of President Bill Clinton.

employers are exploiting children. And state lawmakers who are dependent on those employers (such as Tyson) for campaign donations have been willing to let them.

A second reason is that the children who are being exploited are considered to be “them” rather than “us” – disproportionately poor, Black, Hispanic and immigrant. So the moral shame of subjecting “our” children to inhumane working conditions when they ought to be in school is quietly avoided, while lawmakers and voters look the other way.

Third, some of these children (or their parents) are undocumented. They dare not speak out. They need the money. This makes them vulnerable and easily exploited.

Finally, we are witnessing across America a resurgence of cruel capitalism – a form of social Darwinism – in which business lobbyists and lawmakers justify their actions by arguing that they are not exploiting the weak and vulnerable, but rather providing jobs for those who need them and would otherwise go hungry or homeless.

Conveniently, these same business lobbyists and lawmakers are among the first to claim we “can’t afford” stronger safety nets that would provide these children with safe housing and adequate nutrition.

Yet when it comes to handouts from the government in the form of tax loopholes, subsidies and bailouts, these same business lobbyists and lawmakers claim that the nation can easily afford them and that businesses need and deserve them.

America seems to be lurching backward to the Gilded Age of the late 19th century, when workers – including young children – were treated like cow dung and robber barons ruled the roost. The public must demand that child labor once again be relegated to the dustbin of history.

(Adapted)



Tackling homelessness is the right kind of royal meddling

The Independent
June 27, 2023

Prince William's latest initiative, *Homewards*, almost died of embarrassment before it was properly launched. "*William: I'll end homelessness*" read the banner adorning The Sunday Times's splash, a pledge that would have been beyond even a mighty medieval monarch, let alone the politically powerless heir apparent in our modern constitutional monarchy. Fortunately for all concerned, it turns out the Prince of Wales's ambition is more realistic: to make homelessness "rare, brief and unrepeatable".

It is a perfectly laudable ambition, though still a formidable and politically hazardous one, and is just the kind of thing he should be doing in his position if the institution of monarchy is to survive. As Prince Philip said, they will stick around as long as people find them "useful", and this type of work, funded by the Royal Foundation charity, could be very useful indeed.

The foundation will be involved in and lead six pioneering pilot schemes that will try and get government, local authorities, quangos, charities and private businesses to work together. The foundation will be putting £3m into the projects over the five years they're planned to last. The aim is to offer the experience of what works and what doesn't work to government and councils so that they can take the lessons forward into policy-making, as they wish.

It's not about the macroeconomic factors that are so clearly at the root of the housing crisis, but more about the management and amelioration of social ills.

Now that Prince William has taken over the vastly wealthy Duchy of Cornwall from his father, he's also planning to build social housing on its 130,000-acre estate. He's said he will "start small" and would then scale it up if it works: "The key thing is making this sustainable.. It's all very well doing big gestures, but there's no point if ... there's no future to it."

That, though, is one of the problems with this latest venture. It's small. Only the most jaundiced would object to the prince's well-meaning efforts, which will do no harm and may conceivably do some good. But William is moving more decisively into the political sphere, and that is a dangerous place to be, even for politicians. You cannot easily make "rough sleeping, sofa surfing and other forms of temporary accommodation a thing of the past" without at least some substantial public spending, for example, and that is an essentially political choice.

The assumption is that the prince's homelessness project will itself be located well within that range of policies politically acceptable to the mainstream population at a given time, such that the most awkward, radical policy solutions will be avoided. But even so, one can see where the

critics on the left and right can object. The likes of Nigel Farage make no secret of their impatience with Charles and William's shared enthusiasm for tackling climate change because they think it doesn't exist. On the left, there will be the usual facile calls to turn the royal palaces into hostels.

In our hyper-politicised world, where anything from the Titan submersible tragedy to Glastonbury can be turned into a culture war, solutions to homelessness are actually some of the more emotive issues one can get entangled in.

Prince William is an obviously decent man with a sense of duty and a conscience, and there's a great deal of public goodwill towards him. However, as his brother found, that can evaporate rapidly if he ends up being attacked by the press and on social media, and such criticism will often be unfair, mean-spirited and nasty.

So he and *Homewards* need to be prepared for some rows along the way, just as his father found when he was Prince of Wales, and his mother Diana did when she reached out to people with Aids. I wish William luck, though, because if he doesn't try and make himself useful then he and the rest of the family - as Prince Philip noted - may have no future at all.

(Adapted)



Heated debate on giving a voice to indigenous Australians

Sunday Observer
29 January 2023

Each year on January 26, Australians celebrate "Australia Day", a national holiday that marks the day Captain Arthur Phillip sailed into Sydney Cove in 1788, planted the Union Jack and proclaimed the continent for the British Crown.

Later it was enshrined in the Australian Constitution that it was terra nullius (unoccupied land). But Australia's indigenous people claim otherwise, and they have protested in growing numbers in recent decades, calling it the "Invasion Day".

Writing in the Sydney Morning Herald (SMH), Theatre Director David Berthold said that Australia is the only nation on the planet that takes the beginning of colonisation as its national day. "That is just weird," he said.

Weird or not, a heated debate has been taking place here leading up to this year's national day because the Government of Prime Minister Anthony Albanese has proposed a referendum later this year to enshrine a permanent "Voice" for the First Australians in the Australian Constitution, which could well abolish this national day and create a more unifying national day instead.

In his election day victory speech in May 2022 year, Premier Albanese committed his Labour Government to deliver the so-called "Uluru Statement from the Heart" by indigenous leaders five years ago, which called for a stronger voice for the First Australians. "We can embrace the Uluru Statement from the Heart," he said to cheering party supporters.

"We can answer its patient, gracious call for a voice enshrined in our Constitution. Because all of us ought to be proud that amongst our great multicultural society, we count the oldest living continuous culture in the world."

While the Government is preparing legislation to hold the referendum later this year to get the endorsement of the Australian people to move an amendment to the Constitution, opposition to this move is gathering momentum led by Federal Opposition leader Peter Dutton and the Christian Right movement that is growing in influence across the country.

The referendum will seek Australians' approval to add three sentences to the Constitution in recognition of Aboriginal and Torres Straits Islanders as the First Peoples of Australia.

The sentences will pave the way to create a body known as the "Aboriginal and Torres Straits Islander Voice" that would have powers to make recommendations to Parliament and Executive Government on matters relating to indigenous Australians.

The Opposition camp led by Dutton said that the referendum question lacks details, and he is capitalising on a current law and order situation in Uluru (Alice Springs) that involves indigenous youth and is calling on federal police officials to be sent there. Albanese meanwhile argues that the "Voice" would ensure that indigenous people would be consulted on policies such as education, health and housing that lead to such law-and-order issues.

A Christian rights group calling themselves 'Australian Christians' in a statement on their website claims that indigenous people are already 'over-represented' in Parliament, making up 4.8 per cent of elected lawmakers, but they make up only 3.3 per cent of the Australian population.

They argued that the Voice "risks creating a de facto third chamber of Parliament and would further entrench racial division in Australian society, instead of unity".

SMH chief political correspondent David Crowe in a commentary warned that the case for the Voice is being lost in slow motion among a divided group of campaigners who are struggling to convince the Australians of their cause.

SMH reported on January 24 that according to research done by a political monitor group, support for an indigenous Voice in Parliament has fallen from 53 to 47 percent following the political row created by the Opposition on how it would work.

The referendum question needs to be approved by a majority of voters in each of the six States in Australia, and that vote though is still in the majority, but by the time of the vote, it may not hold.



How ChatGPT Will Destabilize White-Collar Work

The Atlantic
20 January 2023

“In the next five years, it is likely that AI will begin to reduce employment for college-educated workers. As the technology continues to advance, it will be able to perform tasks that were previously thought to require a high level of education and skill. This could lead to a displacement of workers in certain industries, as companies look to cut costs by automating processes. While it is difficult to predict the exact extent of this trend, it is clear that AI will have a significant impact on the job market for college-educated workers. It will be important for individuals to stay up to date on the latest developments in AI and to consider how their skills and expertise can be leveraged in a world where machines are increasingly able to perform many tasks.”

There you have it, I guess: ChatGPT is coming for my job and yours, according to ChatGPT itself. The artificially intelligent content creator, whose name is short for “Chat Generative Pre-trained Transformer,” was released two months ago by OpenAI, one of the country’s most influential artificial-intelligence research laboratories. The technology is, put simply, amazing. It generated that first paragraph instantly, working with this prompt: “Write a five-sentence paragraph in the style of The Atlantic about whether AI will begin to reduce employment for college-educated workers in the next five years.”

ChatGPT is just one of many mind-blowing generative AI tools released recently. The upside of these tools is easy to see: They’re going to produce a tremendous amount of digital content, quickly and cheaply. Students are already using ChatGPT to help them write essays, businesses to create copy for their websites and promotional materials, and to respond to customer-service inquiries. Lawyers are using it to produce legal briefs, and academics to produce footnotes.

Yet an extraordinary downside is also easy to see: What happens when services like ChatGPT start putting journalists, customer-service agents, paralegals, coders, and digital marketers out of a job? For years, tech thinkers have been warning that flexible, creative AI will be a threat to white-collar employment, as robots replace skilled office workers whose jobs were once considered immune to automation. In the most extreme iteration, analysts imagine AI altering the employment landscape permanently. One study estimates that 47 percent of U.S. jobs might be at risk.

No single technology in modern memory has caused mass job loss among highly educated workers. Will generative AI really be an exception? No one can answer this question, given how new the technology is and given how slowly employment can adjust in response to technological change. But AI really is different — a range of tasks that up until now were impossible to automate

are becoming automatable. Before, progress was linear and predictable. You figured out the steps and the computer followed them. It followed the procedure; it didn't learn and it didn't improvise. ChatGPT and the like do improvise, promising to destabilize a lot of white-collar work, regardless of whether they eliminate jobs or not.

Some technologies clearly improve productivity and reduce the need for labor. Automated machine tools, for instance, depress manufacturing employment while lifting output and productivity.

But other technologies—even amazing ones—show surprisingly muted effects. How about the internet, which has revolutionized almost every facet of communications in the past four decades? Despite altering how we date and talk and read and watch and vote and record our own life stories, launching a zillion businesses, and creating many fortunes, the internet fails the hurdle test as a “Great Invention”, because it provides information and entertainment more cheaply and conveniently than before, but much of its use involves substitution of existing activities from one medium to another.

The internet still hasn't spurred a productivity revolution. Smartphones haven't either.

So is AI like the smartphone or is it like an automated machine tool? Is it about to change the way that work gets done without eliminating many jobs, or is it about to turn San Francisco into the Rust Belt?

(Adapted)



As its 50th anniversary looms, Roe v. Wade still matters

The Boston Globe
19 January 2023

This Sunday would have been the 50th anniversary of the right to choose abortion. January 22 will still see protests from supporters of abortion rights and a smaller version of the antiabortion March for Life, and there is no doubt that the abortion wars are still raging. Nevertheless, there is a somber feeling about the 50th anniversary of the Roe decision. After all, the age of Roe seems to have come to an end.

But a look at our recent history makes clear why Roe still matters: It's a reminder that our rights have never just depended on the federal courts — and that even when the Supreme Court acts, it responds to political parties, social movements, and ordinary voters.

Start by noticing all the things that Roe has come to mean. When the justices originally decided Roe, they focused on the prerogatives of doctors — so much so that reading the original Roe decision is a strange experience for anyone who thinks of it as being about women's rights. But by the end of the 1970s, Americans used Roe to symbolize self-determination for women, and even the Supreme Court started to follow suit in its own decisions.

But Roe wasn't just a symbol of sex equality. Americans brought Roe into conversations about the legitimacy of the Supreme Court and the role of the judiciary in our democracy. They invoked Roe as they raised questions about the relationship between racial justice and legal abortion, debating why abortion rates were higher in communities of color. They reinterpreted Roe in conversations about religious liberty and who deserves it. While progressives equated Roe with freedom of conscience, conservatives sometimes saw attacks on their religious liberty in the quest to preserve Roe.

The meanings of Roe don't necessarily stem from the written decision itself. Justice Samuel Alito got a lot of things wrong in the court's opinion in *Dobbs v. Jackson Women's Health Organization* last summer, but he was right that commentators across the ideological spectrum didn't like the reasoning of the Roe decision. Ruth Bader Ginsburg had argued that Roe would have been more persuasive as an opinion about equal protection — a point on which many scholars supportive of abortion rights still agree.

Roe's legal impact also was not as potent as you might think. Even before the Supreme Court overruled Roe, a 1992 case, *Planned Parenthood v. Casey*, had superseded Roe, putting in place a framework that had made it easier for states to restrict abortion. And the right to choose abortion hardly guaranteed anything for everyone: Even before the court reversed Roe, abortion

was exceedingly difficult to access across large swaths of the country, especially for those with the fewest resources.

The nation's fascination with Roe is a testament to how the Supreme Court itself has never acted in a vacuum. In 1973, when the justices originally decided Roe, their opinion came down after decades of organizing by medical professionals, feminists, activists of color, religious leaders, and antiabortion activists. Roe both responded to and reworked arguments made outside of court about the personhood of the fetus and the equality of women.

The same was true of the Dobbs decision. Republican presidents forged the court's current conservative majority in large part with an eye to undoing Roe. Justice Alito's opinion echoes talking points by abortion opponents in legal briefs, state legislatures, marches, articles, and private meetings. It's a reminder of all the places rights were debated and refashioned over the past five decades. Supreme Court opinions on major topics like abortion are part of a broader dialogue about our rights, and neither Roe nor Dobbs is an exception.